

MOUVEMENT EUROPÉEN

ASSOCIATION INTERNATIONALE

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

Léon Blum (1948-1950), Alcide de Gasperi (1948-1954), Robert Schuman (1948-1963)
Konrad Adenauer, Sir Winston Churchill, Comte Coudenhove-Kalergi, Jean Monnet, Paul-Henri Spaak

116

SECRETARIAT INTERNATIONAL

57B, AVENUE D'AUDERGHEN, BRUXELLES 4

TÉLÉGRAMMES : UNIEUROPA

TÉLÉPHONE : 35.01.95

Bruxelles, le 13 novembre 1964

Cher Monsieur,

CONVOCA T I O N

Conformément aux statuts du Mouvement Européen, le Bureau Exécutif International a décidé, le 6 novembre dernier, de convoquer le Conseil International du Mouvement Européen

le SAMEDI 16 JANVIER 1965

à 11 heures ,

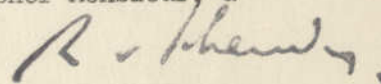
à PARIS.

La réunion sera poursuivie l'après-midi et, en cas de nécessité, le dimanche 17 janvier dans la matinée. Le lieu exact de la réunion vous sera communiqué ultérieurement.

A l'ORDRE DU JOUR de cette réunion, figure, outre les points statutairement inscrits à chaque réunion ordinaire, une proposition de modifications aux statuts. Conformément aux statuts, je vous prie de trouver ci-joint la proposition de modification des statuts inscrite à l'ordre du jour et présentée par le Bureau Exécutif International.

Vous recevrez ultérieurement les autres documents préparatoires à cette réunion.

Veillez croire, je vous prie, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments très distingués.



Robert van Schendel.

Annexe : Doc. CI/P/68.

Réunion du Conseil International

à PARIS, le 16 janvier 1964

PROPOSITION DE MODIFICATION AUX STATUTS
PRESENTÉE PAR LA BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Le Bureau Exécutif International avait, au cours de sa réunion du 20 mars 1964, constitué une Commission composée de Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS, du Baron BOËL et de M. Pierre WIGNY, chargée d'étudier la proposition du Président relative à l'introduction dans les statuts d'une disposition limitant la durée du mandat du Président du Mouvement Européen à un terme de cinq années environ.

La Commission a jugé conforme à l'intérêt du Mouvement Européen la principe de la proposition présentée par M. Maurice FAURE et tendant à rendre statutairement obligatoire le renouvellement de la présidence au bout d'un certain nombre d'années d'exercice de ce mandat.

La Commission a en outre jugé que les dispositions actuelles du statut limitant à une année la durée du mandat du Président ne conférait pas à l'exercice de ce mandat l'efficacité, ni la continuité souhaitables.

Pour ces raisons, la Commission juge souhaitable d'inscrire dans les statuts une disposition étendant à trois années l'exercice du mandat du Président, ce mandat n'étant renouvelable qu'une fois.

Le Bureau Exécutif International a adopté en date du 6 novembre 1964 le rapport qui lui était présenté dans cette séance par la Commission. Il a, en outre, souhaité d'étendre au mandat des Vice-présidents la durée des trois années proposées par la Commission pour le Président, sans toutefois vouloir limiter pour les Vice-présidents le nombre de renouvellements de leur mandat comme il l'avait fait pour le Président.

En conséquence, le Bureau Exécutif International propose au Conseil International de remplacer l'article 16 des statuts actuellement ainsi rédigé :

" Le Conseil International réuni en session ordinaire élit le Président, les Vice-présidents et le Trésorier du Mouvement Européen. Il élit en outre, parmi ses propres membres, les membres du Bureau Exécutif International en tenant compte, dans ce choix, d'une juste répartition politique et géographique."

" Les Président, Vice-présidents, Trésorier et Membres du Bureau Exécutif International sont rééligibles."

par un nouvel article 16 ainsi rédigé :

" Le Conseil International réuni en session ordinaire élit le Président, les Vice-présidents et le Trésorier du Mouvement Européen. Il élit en outre,

" parmi ses propres membres, les Membres du Bureau Exécutif International, en tenant compte, dans ce choix d'une juste répartition politique et géographique."

" Le Président et les Vice-présidents sont élus pour une durée de trois ans.
" Le mandat du Président est renouvelable une fois. Les Vice-présidents, le Trésorier et les Membres du Bureau Exécutif International sont rééligibles."

Le Bureau Exécutif International a inscrit cette proposition de modification aux statuts à l'ordre du jour de la séance du Conseil International du 16 janvier 1965.

Le Bureau Exécutif International propose que la présente modification aux statuts entre en vigueur, si elle est acceptée, dès la prochaine réunion du Conseil International de telle manière que le mandat du Président élu en 1965 soit de trois ans. Dans le cas de réélection du Président actuel du Mouvement Européen, ce mandat de trois ans pourrait être considéré, par interprétation des statuts modifiés selon les propositions du Bureau Exécutif International, comme le seul renouvellement autorisé par les statuts.

Llopis, Maldonado, Irujo, Valera, Pascual Tomás, Macrino, Suarez, Alvajar y Nardiz

De Madrid: Monarquicos: Juan Antonio Zulueta (UE) (AECE) (a título personal)
Fernando Alvarez Miranda (UE) (AECE) (a título personal)
Juan Martin Rojo (UDC) (AECE)
Jaime Garcia Vinuesa (UE) (AECE) (a título personal)
Jesus Barros de Lis (UDC) (AECE)
Alvaro Garralda Valcarcel (UE) (AECE) (a título personal)
Manuel Ramos Armero (notario de Salamanca, representante personal
de Gil Robles)

Un jesuita de incognito que acompañaba al anterior

De Barcelona: Juan Arteaga --Vega Inclán-- (IECE)

Manuel Riera (IECE)
Jose Prat Ballester (IECE)
Ignacio Jermo (ME)
Jose Sambre (ME)
Juan Masó (ME)
Jorge Ventura (ME)

De Pamplona: Pedro Turrullols (S.E.E.I.) (S.A.P.)

Jose Daniel T. Aguirre id. id.

De Eibar: Fernando Mendoza (Gerente de ALFA)

De S.S.: Un abogado, el segundo puesto del Colegio de Abogados de S.S.)

Le capitalisme et les communismes

Par Victor LAROCK

I MAGINEZ que, dans une assemblée internationale, par exemple à l'O.N.U., quelqu'un s'avise de rappeler ce que Jaurès disait du capitalisme « qui porte la guerre comme la nue dormante porte l'orage ».

Quels sourires autour de la table et quels haussements d'épaules !

Pourtant, si l'on se demande pourquoi 125.000 jeunes Américains tuent et meurent en ce moment au Vietnam, à treize mille kilomètres de leurs foyers, il est difficile de prétendre que le capitalisme n'y est pour rien.

Bien entendu, les maîtres de la Chine y sont aussi pour quelque chose. La guerre au Viet-nam convient mieux que la paix à Mao Tsé-toung. Il ne le cache pas et laisse ses maréchaux faire les déclarations les plus provocantes.

Quelles sont les justifications américaines, aux Nations Unies et ailleurs ?

D'abord, la parole donnée. Donnée à qui ? A des gouvernements sud-vietnamiens qui s'installent de force au pouvoir et comptent sur l'appui des Etats-Unis pour s'y maintenir. « Ce n'est pas la démocratie que nous voulons exporter au Viet-nam », déclarait M. Cabot-Lodge, peu de temps avant d'y retourner comme ambassadeur. On peut l'en croire. La volonté populaire vietnamienne, même hostile au communisme, est hors de question.

Autre raison invoquée : les nécessités stratégiques.

A cela, aux Etats-Unis mêmes, des experts réputés répondent que les bases du Viet-nam et de Thaïlande ne sont nullement indispensables pour bombarder, le cas échéant, les usines atomiques chinoises. Les B-52 partant de Guam pourraient, disent-ils, parfaitement s'acquitter de l'opération.

Autre raison, de même ordre : si le Sud-Est asiatique est perdu, tout peut s'effondrer jusqu'à Ankara.

C'est ici que la stratégie devrait cesser de commander la diplomatie. Il fut un temps où toute l'Asie pouvait, en effet, tomber sous les coups conjugués de Moscou et de Pékin. Ce temps n'est plus. Les deux grandes puissances communistes sont aux prises. Jusqu'à quand et jusqu'à quel point ? Nul ne le sait. Une réconciliation n'est pas exclue. En attendant, il devrait être possible de tirer parti de cette opposition, au profit de la paix.

Mais la pression qui s'exerce sur l'opinion publique et l'administration américaines est si forte, si constante que le mythe de l'Asie à protéger contre « le » communisme, un et indivisible, continue à prévaloir sur la réalité des choses.

Pour le « big business », pour la puissante industrie américaine d'armements — avec tout ce que ceux-ci comportent — pour un Nixon ou un Goldwater, on ne discute pas plus avec Moscou qu'avec Pékin : on se bat. Et selon

toute apparence, les dirigeants du parti démocrate qui inspirent le Département d'Etat, la Défense et la Maison-Blanche ne pensent pas très différemment.

Quelques amabilités et tapes dans le dos, récemment consenties aux représentants soviétiques, ne doivent pas induire en erreur : le capitalisme américain reste opposé à tout rapprochement.

Alors que Moscou ne demanderait qu'à cautionner des négociations au Viet-nam — dans les termes prévus en juillet dernier — et que la possibilité existe de détacher durablement l'Union Soviétique du dragon chinois, l'anticommunisme aveugle des maîtres de l'économie américaine aboutit à jeter dans cette guerre des montants de dollars qui dépassent tout ce que pourront jamais rapporter les investissements américains dans l'Asie entière.

Car on fait souvent erreur à ce sujet : sur tout le continent asiatique, les investissements américains n'atteignent pas 1 pour cent du total des 45 milliards de dollars actuellement placés en dehors des Etats-Unis.

Peut-être l'évidence de leurs propres intérêts finira-t-elle par s'imposer aux banquiers de la guerre froide et de « l'escalade ».

EN CANNES

Congreso extraordinario del Movimiento Europeo

El Comité Internacional del Movimiento Europeo convocó Congreso extraordinario, que se celebró en Cannes los días 1, 2 y 3 de octubre. Dos temas figuraban en el orden del día :

- I : Cómo reforzar la Comunidad Europea ;
- II : Cómo reforzar las posibilidades de hacer una Europa más amplia.

El Congreso, por los temas puestos a discusión, tenía una finalidad concreta : combatir la crisis que atraviesa la Comunidad Económica Europea (C.E.E.) o Mercado Común por la actitud del Gobierno francés adoptada el 30 de junio y agravada por la Conferencia de prensa del Presidente general De Gaulle, celebrada el 9 de septiembre.

Al Congreso asistieron más de seiscientos delegados, entre los cuales figuraban una treintena de españoles pertenecientes a distintas organizaciones europeistas. En la delegación del Consejo Federal Español estaban nuestros compañeros Pascual Tomás y Rodolfo Llopis.

Las sesiones del Congreso fueron presididas por el compañero belga Georges Bony. Entre los delegados figuraban dos candidatos a la Presidencia de la República francesa —Mitterrand y Marcihacy—, que intervinieron

en los debates. También intervino Gaston Defferre. Los discursos pronunciados por Maurice Faure, Presidente del Movimiento Europeo, fueron muy celebrados. Pero quizá la intervención que más impresionó fue la del delegado inglés Duncan Sandys, ex ministro conservador, quien afirmó la voluntad de Inglaterra de incorporarse a la Comunidad Económica Europea.

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo confió a nuestro compañero Rodolfo Llopis, en su calidad de primer Vicepresidente de dicho Consejo y de miembro del Comité Ejecutivo Internacional del Movimiento Europeo, el encargo de hacer una declaración durante el debate general. Llopis la hizo en estos términos :

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo me ha confiado el encargo de hacer ante el Congreso esta cortísima declaración :

Nosotros somos de los que asistieron en 1948 a la reunión de La Haya. Y, desde entonces, hemos participado en todas las campañas que ha organizado el Movimiento Europeo. Hemos compartido con vosotros vuestras esperanzas, vuestras exultaciones y vuestras decepciones. Y hoy, como ayer, seguimos fieles al ideal europeo y el Movimiento Europeo. En este importante debate de

hoy, no queremos ser meros espectadores. No quisiéramos que nuestro silencio se interpretara como que los graves problemas que ha planteado la crisis actual de la C.E.E. no interesan más que a los pueblos de los seis países de la Comunidad Económica Europea. El pueblo español, que todavía no pertenece a la C.E.E. por los motivos que todos conocéis, se considera también afectado por esta crisis del Mercado Común. Nosotros, como tantos otros pueblos de Europa ansiosos de Paz, Libertad y Justicia Social, estamos convencidos de que en una Europa unida, integrada y democrática, encontraríamos solución a los graves problemas que condicionan su existencia de país libre y democrático ; que solamente con una Europa unida, integrada y democrática, podría terminarse con este precario armisticio en que vive el mundo, creando las condiciones necesarias para una paz duradera basada en la Libertad, la Democracia y la Justicia Social.

Y porque tenemos conciencia de que la crisis actual de la C.E.E. constituye un grave peligro para Europa, queremos ofrecer públicamente el testimonio de nuestra solidaridad en la lucha que el Movimiento Europeo está llevando a cabo contra la revisión de los Tratados de Roma y de París y contra cualquier interpretación capiciosa de los mismos. La aplicación estricta del espíritu y de la letra de los Tratados de Roma y de París constituye la gran esperanza de todos los pueblos de Europa que aspiran a que sea una realidad la construcción de una Europa unida, integrada y democrática.

Este deseo no es sólo el deseo de los pueblos de Europa. Es también el deseo de otros pueblos no europeos. Ved lo que está pasando en Latinoamérica. Aquellos pueblos también aspiran y trabajan en la construcción de una economía integrada. Y vuelven sus ojos a Europa. No a un país determinado, sino a Europa, a una Europa unida, con cuya asociación esperan resolver los graves problemas políticos, económicos y sociales que sacuden su existencia. También aquellos pueblos se sienten afectados por la grave crisis actual de la C.E.E.

El Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, en esta hora grave y acaso decisiva para testimoniar su solidaridad total en la lucha emprendida y celebra que este Congreso sea prueba de la firme voluntad de luchar y vencer.

HE AQUÍ LAS DOS

RESOLUCIONES APROBADAS

POR EL CONGRESO

RESOLUCION I

Los hechos han demostrado la eficacia de las instituciones comunitarias, que han permitido ir más rápidamente de lo previsto ; han demostrado que un mercado en vías de unificación aporta una expansión económica sin precedente ; y han demostrado también, que sin unidad política, los países de Europa no pueden tener una influencia de-

(Pasa a la página 2).

Opusdeismo

ESE PULPO MONSTRUOSO...

ESE pulpo monstruoso, cuyos enormes tentáculos aprisionan cada día un poco más toda la vida española, es la "Sociedad Sacerdotal de la Santa Cruz", más conocida por el nombre de "Opus Dei". El Opus Dei es un Instituto secular que fundara en Madrid el 2 de octubre de 1928, un oscuro abogado aragonés, más tarde sacerdote, llamado José María Escrivá de Balaguer. El Opus nació al amparo de la dictadura del general Primo de Rivera ; quedó en suenos durante la República, y recobró fuerza y vigor durante la dictadura del general Franco. Como se ve, ese Instituto secular, esa Sociedad Sacerdotal de la Santa Cruz, en España, no puede vivir en un régimen de libertad ; en cambio, medra y prolifera en ese régimen pútrido que es la dictadura franquista. La dictadura franquista y el Opus Dei son tal para cual. Constituyen una simbiosis perfecta. Son hermanos siameses, condenados a vivir y morir juntos.

El Opus Dei tiene su Biblia o Breviario propio. Es un librito de 320 páginas, titulado "Camino", que consta de 999 versículos, de cuya belleza literaria, elevación espiritual y exquisita moral dan fe estos ejemplos que tomamos al azar : « 28 : El matrimonio es para la clase de tropa. No es para el estado mayor de Cristo. Así, mientras comer es una exigencia para cada individuo, engendrar es exigencia sólo para la especie, pudiendo desentenderse las personas singulares. ¿ Ansia de hijos ? Hijos, muchos hijos y un rastro imborrable de luz dejaremos si sacrificamos el egoísmo de la carne. — 941 : Obedecer : camino seguro ; obedecer ciegamente al Superior : camino de Santidad. — 378 : El plano de Santidad que nos pide el Señor está determinado por estos tres puntos : la Santa Intransigencia, la Santa Coacción y la Santa Desvergüenza. »

Dicen que los miembros del Opus Dei, cual señala la Constitución "Mater Ecclesia", han de hacer votos de celibato y castidad perfecta, de obediencia y de pobreza. Eso dicen, pero debe haber dispensa para determinados votos a juzgar por la opulencia y fecundidad de no pocos opusdeistas harto conocidos. También proclama el Opus Dei que se fundó « para que la fe cristiana informe plenamente las actividades de cada cual ».

Eso es lo que proclama con singular inocencia, pero lo que todos y "cada cual" puede comprobar es que las actividades del Opus Dei están divorciadas de tan evangélicos propósitos.

El Opus Dei es una monstruosa empresa montada "técnicamente" para apoderarse poco a poco de todas las actividades rentables de la vida española. Comenzaron por la Universidad y se apoderaron de ella. En todas las Universidades españolas predominan hoy los opusdeistas. Y pareciéndoles poco lo conseguido, crearon su propia Universidad en Pamplona con fondos y protección del Estado. Pasaron al campo económico después ; disfrazados de técnicos, asaltaron todos los Ministerios llamados económicos ; compraron Bancos, y en manos de opusdeistas están importantes empresas industriales. No olvidaron la prensa, ni la información. Recientemente han puesto proa a los sindicatos verticales con el nombramiento del opusdeista Espinosa Poveda para la Secretaría nacional. Solís comienza a temblar. También han puesto cerco al Ministerio de Asuntos Exteriores, lo que quizá no disguste a Castiella que busca una caída airosa pensando en quedar "disponible" para lo que pueda venir. No se olvide, además, que Juan Carlos ha sido "formado" por opusdeistas, pues el Opus juega todas las cartas.

Mas no se contentan con todo ello, son ser mucho. Trabajan también a la oficialidad del Ejército. Tienen montada, además, su propia Policía. Funcionario o profesor que no les agrada, lo inutilizan. En una palabra : el Opus Dei es una nueva Inquisición instaurada en España.

Hasta ahora, los españoles han dado muestras de una gran paciencia. Se equivocaría el Opus Dei si pensase que la paciencia del pueblo español es inagotable o confundiese paciencia con resignación. El pueblo español no conoce la resignación. El pueblo español puede, una vez más, enfurecerse ante tantas provocaciones. Y cuando se enfurece, nadie puede prever las consecuencias. El Opus Dei constituye hoy una constante e intolerable provocación. Bien haría el Opus Dei leyendo la Historia de España, para no olvidar la suerte que corrieron todos los provocadores.

R.

En el VIII Congreso Mundial de la Confederación Internacional de Organizaciones Sindicales Libres, celebrado en Amsterdam del 7 al 16 de julio, fue adoptada la Carta de la juventud trabajadora que por su interés reproducimos íntegramente.

EL SINDICALISMO antes su destino

Carta de la juventud trabajadora

A. PREAMBULO

La lucha en favor de los derechos de los jóvenes —incorporados ya al trabajo o siguiendo un tipo cualquiera de formación— es una de las tareas más importantes del movimiento sindical libre. Se ha llegado a un acuerdo sobre todo en lo que se refiere a la solución de los problemas económicos, sociales, sociológicos y culturales a que han de hacer frente los jóvenes, y éstos son una gran parte de los trabajadores que la C.I.O.S.L. representa.

Desde sus comienzos, el movimiento sindical libre internacional ha defendido los intereses de la juventud del mundo entero, ha combatido por la salvaguardia de sus derechos y ha prestado apoyo a sus reivindicaciones. Con la creación de su propia sección de la juventud, la C.I.O.S.L. ha mostrado el valor que concede a la promoción de los intereses de la juventud. El presente programa constituirá la base de las actividades futuras.

Para la realización de las reivindicaciones formuladas en esta Carta, hay que tener en cuenta las diferencias que existen en el desarrollo industrial entre los diversos países, y el programa propone a las organizaciones sindicales libres objetivos comunes y tiene presente la necesidad de que todos los países respeten los principios de derechos humanos, sin distinción de raza, sexo, religión o filosofía, como base de todo desarrollo libre y democrático.

En nombre de la juventud reunida en el seno de las organizaciones sindicales libres, la C.I.O.S.L. pide a todas sus organizaciones afiliadas, a las organizaciones simpatizantes y a las fuerzas políticas con que están asociadas que defiendan vigorosamente los intereses de la juventud tal como se definen en la presente Carta. La C.I.O.S.L. hace igualmente un llamamiento a todos los gobiernos y a todas las organizaciones internacionales para que, en sus respectivas esferas de influencia, den satisfacción a las reivindicaciones justificadas de la juventud con un espíritu de progreso social.

Para la realización de este programa de reivindicaciones se precisa la importante condición previa de que desaparezcan las tensiones en el mundo y se acentúe el desarrollo pacífico. Por esta razón, la C.I.O.S.L. apoya todos los esfuerzos encaminados a conseguir un desarme total y controlado en todo el mundo y se opone a toda forma de colonialismo y totalitarismo. El movimiento sindical libre internacional exhorta a todas las organizaciones de la juventud a que

JORNADAS JUVENILES

de Formación del Militante

EN LYON

(31 de octubre y 1 de noviembre)

Organizadas por las Secciones de Juventudes Socialistas de Grenoble, Valence y Lyon, tendrá lugar en la finca llamada "Foyer Communautaire de Saint Germain au Mont d'Or" dos jornadas de estudio a cargo de la Comisión de Formación del Militante.

1.º Domingo, 31, por la mañana: "Historia y principios de la U.G.T."

2.º Domingo, por la tarde: "Historia y principios del P.S.O.E."

3.º Lunes, por la mañana: "Posición política de ambos organismos en la situación actual". Pensión completa por los dos días, 18,00 francos.

Los compañeros que deseen inscribirse deberán hacerlo antes del 25 de octubre por carta dirigida a la Secretaría de la U.G.T., 8, rue Villeroi, Lyon (Rhône). Deberán llegar a la estación de Perrache antes de las 8,45 horas para coger la correspondencia con el tren de Saint Germain, pueblecito que se encuentra a unos veinte kilómetros de Lyon.

participen en la lucha que se dispone a llevar a cabo para que se consiga la realización de esta carta de la juventud.

B. PROGRAMA DE REIVINDICACIONES

1. El derecho de asociación

Todos los jóvenes deben disfrutar del derecho a la libertad sindical y podrán incorporarse libremente a un movimiento de juventud. Los jóvenes deben tener derecho igualmente a la libertad de opinión tal como se define en la Declaración Universal de Derechos Humanos, y su afiliación a un sindicato no debe causarles daño alguno.

2. Educación

A tenor de lo estipulado en el Artículo 26 de la Declaración Universal de Derechos Humanos, relativo al derecho a la educación, el movimiento sindical libre internacional estima que son indispensables las medidas siguientes: « Todo Estado deberá prever posibilidades de educación suficientes y adecuadas en todos los niveles de formación para dar satisfacción a la reivindicación que figura en el apartado 2 del Artículo 26 de la Declaración de Derechos Humanos, puesto que la creación de esas posibilidades constituye la condición "sine qua non" para el acceso de los jóvenes a la vida profesional y su aceptación de los deberes y derechos que les incumben como ciudadanos.

La introducción de la escolaridad obligatoria hasta los dieci-

seis años representa una de las medidas más urgentes.

Es preciso que todos los jóvenes, cualquiera que sea su origen social, puedan ir a la escuela y emprender estudios en una escuela técnica, superior o universidad. Sería conveniente establecer centros de orientación escolar que puedan dar a los padres y a los escolares indicaciones preciosas en cuanto a la elección de una formación escolar. Para obtener un mejor conocimiento de las capacidades y los intereses de los escolares, convendría que se previese en las escuelas mayor número de actividades libres en los programas de los últimos años, con lo que sería posible orientar al escolar con antelación hacia una continuación eventual de sus estudios o hacia una formación profesional adecuada. Es preciso que la juventud pueda adquirir las calificaciones necesarias para el acceso a una escuela técnica, una escuela superior o una universidad, mediante diversas vías de formación, con objeto de que no tenga obstruida ninguna salida. Hay que garantizar la libertad de enseñanza y de los medios de estudio. Las dificultades sociales o materiales en la formación o los estudios deben compensarse con la concesión de una asistencia que provenga de los fondos públicos.

3. Derecho a la formación profesional y al trabajo

De conformidad con el Artículo 23 de la Declaración Uni-

versal de Derechos Humanos, el movimiento sindical libre internacional exige el derecho a la formación profesional y al trabajo para todos.

4. La entrada en la vida profesional

Debe prohibirse tajantemente el empleo de niños de menos de 14 años. Esta prohibición debería prolongarse hasta los 16 años.

Durante sus últimos años en la escuela, debe prepararse a los jóvenes para el trabajo y para la profesión que habrán de ejercer. Ello significa entre otras cosas que deberán aprender a conocer el significado, las tareas y los objetivos del sindicalismo.

Para ayudar a los jóvenes a elegir una profesión se establecerán en todos los países centros de orientación profesional. Estos centros, independientes y sin fines lucrativos, deberán tener muy en cuenta las inclinaciones y las capacidades de los jóvenes. La orientación profesional ha de ser obligatoria y libre la elección de una profesión. Las escuelas y los centros de orientación profesional deben cooperar íntimamente. La transición de la escuela al mundo del trabajo representa un gran cambio para los jóvenes. En ese período difícil que supone la adaptación al ambiente completamente nuevo de la vida profesional es de particular importancia que los sindicatos y los representantes de los trabajadores en las empresas se ocupen de los proble-

mas de los jóvenes trabajadores y defiendan sus intereses.

5. Formación profesional y perfeccionamiento profesional.

Todos los gobiernos deben respetar la Recomendación n.º 117 de la Organización Internacional del Trabajo relativa a la formación profesional y aplicarla en consecuencia.

Los principios de la formación profesional deben ser determinados por la Ley. Esta formación tendrá lugar en centros adecuados, cercanos a las empresas o a instituciones en las que el estudiante pueda obtener su formación práctica. La formación de base debe ser lo suficientemente amplia para que permita una adaptación eventual a los cambios técnicos. Todas las empresas serán controladas por instituciones independientes que velarán por que se reúnan las condiciones necesarias para garantizar la formación profesional. Será preciso a este respecto elaborar directrices uniformes.

Paralelamente a la formación práctica en la empresa se precisa una formación teórica (escuela profesional). Se respetará a este propósito el principio: horas de curso = horas de trabajo.

La formación profesional debe ser gratuita y el aprendiz o el estudiante remunerado durante su período de formación.

Ha de garantizarse el derecho sindical de codeterminación y la participación sindical en todos los niveles de la formación profesional. Además de la formación profesional de base los trabajadores deben disponer de posibilidades suficientes para proseguir su formación con objeto de ampliar y perfeccionar sus conocimientos profesionales.

La formación de base en la empresa no debe, en principio, durar más de tres años.

6. Protección del trabajo

Al acceder a la vida profesional debe someterse al joven trabajador a un examen médico completo. La condición física del joven trabajador deberá seguir siendo controlada a intervalos periódicos (de ser posible cada seis meses) y estos exámenes médicos deben ser gratuitos.

Debe prohibirse el empleo de jóvenes de menos de 18 años en un trabajo peligroso o insano como, por ejemplo, el trabajo subterráneo y el trabajo nocturno.

Debe garantizarse el respeto de los reglamentos para la protección de los jóvenes trabajadores y de los aprendices mediante un sistema adecuado de control. Es indispensable que los jóvenes reciban instrucción respecto de las exigencias higiénicas y de la prevención de accidentes del trabajo.

Deben ratificarse y aplicarse los Convenios (n.º 77 y 78) y la Recomendación (n.º 79) de la O. I. T.

(Terminará.)

★ Lyon, capital mundial de la lucha contra el cáncer

EL CENTRO Internacional de Investigaciones contra el Cáncer tiene por origen la noble proposición, en 1963, de trece personalidades francesas de afectar una ligera parte de los créditos militares a la lucha anticancerosa. A los primeros países miembros del Centro, Francia, Estados Unidos, Italia, Alemania del Oeste y Gran Bretaña, dos nuevos Estados han venido a incorporarse a esta gran tarea humana, la Unión Soviética y Australia. La sede social del Centro, será Lyon; la creación oficial ha sido acordada en junio último, en Ginebra, durante la Asamblea Mundial de Sanidad.

España podría sacrificar para esta obra el sueldo de algunos generales.



Congreso extraordinario del Movimiento Europeo

(Viene de la página 1)

cisiva sobre los destinos del mundo y sobre la consolidación de la paz.

Todo cuanto ha sido construido hasta ahora está amenazado de destrucción y las esperanzas de construir la Europa política, de la cual los Comunidades son la piedra angular, corren también el peligro de verse gravemente comprometidas.

Contrariamente al Tratado, un gobierno miembro rehusa participar en las sesiones del Consejo, comprometiendo con ello el funcionamiento de las instituciones comunitarias. Este peligro debe conducir a los Gobiernos que proclaman su fidelidad al compromiso europeo —sin que por ello su acción escape a toda crítica— no solamente a combatir en su propio seno las renacientes tendencias nacionalistas, sino también a establecer un frente solidario de salvaguardia de la Comunidad, sin buscar sobre el fondo un compromiso tan peligroso como ilusorio.

El Movimiento Europeo, reunido en Congreso Extraordinario PROCLAMA que no hay salvación ni garantía de porvenir para Europa fuera del respeto de los Tratados, tanto en su espíritu como en su letra, y que el renunciar al diálogo entre el Consejo y la Comisión, que es garantía del interés general de la Comunidad y de los Estados miembros, como el prorrogar el derecho de veto más allá de los límites fijados por el Tratado de la C.E.E., serían una dimisión fatal, capaz de bloquear la indispensable puesta en pie de una política económica y social común.

Pide insistentemente a todos los Gobiernos

a) que reanuden inmediatamente, incluso con la ausencia de un Estado miembro, las reuniones regulares del Consejo para que se tomen todas las decisiones, sobre todo las relati-

vas a presupuestos, que pide y permite este Tratado;

b) que procedan inmediatamente en Consejo el examen de las últimas proposiciones de la Comisión Económica Europea, para tratar de llegar lo más rápidamente posible a una decisión sobre el arreglo financiero y sobre las cuestiones en suspenso de la política agrícola;

c) que en la designación de los miembros del Ejecutivo velen por las garantías de independencia previstas en el Tratado.

El Congreso afirma su convicción

de que esta crisis será superada por la presión irresistible de las fuerzas que lo componen y su determinación de acelerar el proceso de integración y de democratización de las instituciones hasta la creación de los Estados Unidos de Europa.

(Adoptada por unanimidad menos dos abstenciones.)

RESOLUCION II

El Movimiento Europeo:

1. Reafirma su objetivo que es el de promover la creación de una Europa unida económica y políticamente, comprendiendo a todas las naciones libres de este continente, y capaz de ocupar su sitio al lado de los Estados Unidos en un plan de igualdad y de interdependencia y de contribuir a la expansión económica y social de los países en vía de desarrollo.

2. Subraya que para llegar a sostener con éxito la competencia con el resto del mundo, Europa deberá concentrar y racionalizar la totalidad de los recursos de todos sus pueblos y que, por esta razón, es esencial el ensanchar la Comunidad Económica Europea.

3. Hace, pues, un llamamiento a los Gobiernos de los Estados miembros de la C.E.E. para que se esfuercen en ponerse próximamente de acuerdo sobre la admisión en la Comunidad de aquellos otros países democráticos de Europa deseosos y capaces de asumir las obligaciones que impone el Tratado de Roma.

4. Invita al mismo tiempo a los Gobiernos de los Estados miembros de la EFTA a reconocer que la división económica de Europa occidental no terminará más que con su adhesión a la C.E.E., a fundar su política sobre la firme convicción de que, cuando llegue el momento, serán miembros o asociados y a empezar inmediatamente, como acto de fe, a adaptar sus sistemas económicos a los de la Comunidad.

5. Subraya que, para ejercer una influencia efectiva en el mundo, las naciones de Europa deben estar en condiciones de hablar por una sola voz sobre las cuestiones de defensa y de relaciones exteriores y que deberían comenzar a hacer los primeros pasos hacia la integración política.

6. Está convencido de que la unión política Europea, aunque sea demasiado pronto para decidir de la forma precisa que finalmente revestirá, deberá fundarse sobre la Comunidad Económica Europea ensanchada.

7. Dirige su saludo a los pueblos de Europa que, a causa de su régimen político, se encuentran ahora cortados del contacto con el pensamiento y la acción europea y espera con impaciencia el día en que puedan unirse plenamente a la obra de la unificación europea.

(Adoptada por unanimidad menos tres abstenciones.)

ASÍ VA ESPAÑA

Huelga minera en Asturias

Nuevamente hay huelga en Asturias. Ya lo habíamos previsto hace unas semanas en información publicada sobre la situación en las minas. El problema de los silicóticos es grave y además son víctimas de las burlas de las empresas, sindicatos oficiales y autoridades. Para esos obreros, dado su estado de salud, ni siquiera el recurso de la emigración al extranjero pueden emplear. Por fuerza han de soportar la agravación de su enfermedad incurable ante la poderosa coalición, injusta e inhumana, de patronos, sindicatos verticales y autoridades. Han de soportarla hasta que se cansen de tanto atropello y entonces surge el conflicto del que los obreros no son culpables.

Y eso es lo que ha ocurrido ahora. En el Pozo de Santa Eulalia, de "Minas de Langreo y Siero, S.A.", tres picadores silicóticos de primer grado estaban trabajando en un tajo de gran intensidad pulverígena. Durante el mes de septiembre estuvieron solicitando a la empresa el traslado a sitios compatibles con su estado, de conformidad con lo que establece la Ordenanza laboral. Al no ser atendidos, el 25 de dicho mes recogieron sus lámparas a la hora de costumbre y esperaron en el exterior a que fueran destinados a los sitios que

habían solicitado. Así estuvieron hasta el día 29 en que el lampistero les llevó una carta de la empresa con la comunicación de un castigo, carta que los obreros se negaron a recoger.

La empresa solicitó del encargado de la lampistería y de un oficial de la misma que firmaran un documento en el que se hacía constar que los obreros se habían negado a recibir la comunicación del castigo. El oficial firmó, negándose el encargado. Este fue castigado por la empresa a una suspensión de empleo y sueldo durante 16 días, a partir del 1 de octubre.

Como protesta contra ese castigo, el 1 de octubre, de los más de quinientos obreros de ese pozo,

entraron al trabajo cien solamente para el mantenimiento y conservación de los tajos. La empresa, alentada por los sindicatos del Gobierno y las autoridades, está preparando las consabidas comunicaciones personales de despido, ya que han pasado tres días —mínimo establecido para poder tomar esa represalia— sin que los mineros hayan vuelto a sus labores.

En solidaridad con sus compañeros del Pozo Santa Eulalia, los mineros del Pozo Llascaras, de la misma empresa, se han puesto en huelga el lunes 11 de octubre. Si no se llega a una solución rápidamente, todo hace prever que se extienda el conflicto a otros pozos. — G.

Se pide un año de cárcel para el joven británico que habló mal de Franco

Se ha celebrado en Madrid el juicio oral ante el Tribunal de Orden Público del súbdito británico John Balson, de diecisiete años de edad, acusado de haber proferido frases ofensivas contra Franco, al ser molestado por la policía en el tren en que viajaba. Como se recordará, la policía lo tuvo secuestrado unas dos semanas sin avisar a la Embajada británica de Madrid.

El fiscal solicitó una condena de un año de prisión y el defensor la absolución. La causa quedó vista para sentencia, pero todo hace suponer que después de haber intervenido el Gobierno de la Gran Bretaña, se dejará salir de España al muchacho, que no dijo más que lo que no cesan de repetir constantemente los españoles.

Algunos cambios de jerarquías

En la primera decena de octubre se han producido algunos cambios en altas jerarquías del régimen. El primero de ellos ha sido la sustitución de don Antonio Bilbao como presidente de esa cosa que llaman Cortes Españolas, por don Antonio Iturmendi. Aunque era previsible este cambio, dado el agotamiento físico del que Franco hizo mar-

ques de Bilbao-Eguía, los procuradores de esas Cortes se han enterado de que tienen nuevo presidente al leer la prensa. Unos "procuradores" que por un complejo sistema y con distintas apariencias están designados por Franco, y a los que ni siquiera se les hace confianza para que nombres su presidente. Claro está que a los españoles esas Cortes

les importan ni poco ni mucho ni nada. Ni a Franco tampoco. El mismo procedimiento "democrático" se ha empleado para sustituir a don Fernando Herrero Tejeiro de su cargo de Vicesecretario general del Movimiento, para el que Franco ha designado a don Alejandro Rodríguez Valcárcel y aquél hecho fiscal del Tribunal Supremo. Al pesadísimo don Pedro Lamata, Secretario general de los sindicatos verticales, se le ha mandado como consejero laboral a las embajadas franquistas en Argentina y Chile y su puesto ha sido ocupado por don Arturo Espinosa Poveda. También en esta ocasión los miembros de los sindicatos verticales se han enterado por la prensa de tales cambios.

Relevos todos ellos sin significación. Quizá lo único remarcable sea el procedimiento para efectuarlos, pues después de tantos años de dictadura Franco no se atreve a ceder la más mínima de sus atribuciones —por algo son providenciales— para la designación de cargos en su aparato estatal.

ESPIGANDO LA PRENSA

EL PERIODICO madrileño "ABC", en dos editoriales, comenta unos reportajes que la revista "Tribuna médica" dedica a los médicos rurales. No faltan en los editoriales de "ABC" aquellas relamidas frases como «una clase profesional tan benemérita», «la medicina es una profesión vocacional», «de auténtico sacerdocio», no faltando tampoco la llamada al «sentido humano» de la profesión y a la «heroica vida del médico rural». Después de esto... después de esto a reconocer que el médico rural está más mal ahora que antes. «El médico rural, dice "ABC" del día 16 de agosto, es un desterrado, un desplazado de su medio social propio. Pero es que, además, en el orden económico —de las compensaciones económicas— ha sufrido tal merma que, de ser el que mejor viviera, ha pasado a una situación de agobio, con lo que su prestigio social ha disminuido.»

¿Cómo ha podido ser eso en tan caudal régimen? «Dos circunstancias, continúa "ABC", o fenómenos se han dado últimamente para abatir al médico rural: la Medicina social y la emigración.» Lo primero le hace percibir 15 pesetas mensuales por cartilla del Seguro Obligatorio de Enfermedad, cartilla que unas por otras llevan cuatro personas. Lo segundo, la emigración, ha dejado los pueblos tan vacíos que nadie tiene interés en "igualarse", es decir, pagar "igual" al médico. En cuanto a los médicos titulares a los que pagan los Ayuntamientos sus nóminas han quedado, según "ABC" «congelados a un nivel totalmente inactual». Manera de decir que hace ya muchos años que no han sido aumentadas las nóminas del sector médico rural.

Muchas más cosas dice el citado periódico sobre la miseria de «esta clase benemérita» que nosotros sabemos muy bien. Lo que queremos hacer resaltar ahora es que después de más de medio siglo de «preocupación constante» del régimen providencial por mejorar la condición de los españoles, después del Plan de Desarrollo, de esos complejos (y tan complejos) industriales, las clases laboriosas, todas, siguen en la indigencia.

OTRO EJEMPLO. Si en dos editoriales "ABC" se dedica a comentar la situación lastimosa de los médicos rurales, en fecha 18 del mismo mes, es decir, dos días después, el mismo periódico publica un artículo de su colaborador don Francisco Fuentesnebro y la emprende con los veterinarios a los que pone en primera línea en cuanto a producir

riqueza nacional. Pide que se le reconozca al veterinario —y nosotros creemos que con razón— la gratitud, los méritos profesionales y sociales que realiza en beneficio de la riqueza patria. Sigue la alabanza a esta sufrida clase sanitaria hasta llegar al paroxismo. Veamos cómo se expresa: «Hay pueblos olvidados de la mano de Dios, pueblos para los que pedimos una hora "E", disposiciones legales y vigentes que les digan como Cristo a Lázaro: "Levántate y anda." Porque hay pueblos que no tienen médico ni veterinario. Porque hay veterinarios que tienen que atender a cuatro, a cinco, a seis y más pueblos. Por esta razón suprema y porque cada uno vive o debe vivir de su trabajo —sin que éste sea agotador— y porque conocemos la misión vital que realiza el veterinario, sugerimos respetuosamente a quien corresponda, una revisión de los haberes —y de los deberes— de estos funcionarios que son los pilares, los cimientos de la riqueza pecuaria española.»

No se puede decir más de una clase sanitaria con necesidades económicas. El señor Fuentesnebro, autor de esta requisitoria en favor de los veterinarios, sugiere "a quien corresponda", bien que respetuosamente, la revisión de la situación de estos funcionarios.

¿A quién corresponderá arreglar lo de los veterinarios?

ITEM MAS. De la sección "Breverías" de "ABC" del día 17, copiamos lo siguiente: Practicantes del S.O.E. En esta cuestión el autor de "Breverías" (¿Brevero?) no quiere profundizar demasiado, pero llega a sacar conclusiones de los emolumentos que estos practicantes perciben. Pone un ejemplo: un pueblo de la provincia de Ciudad Real, con más de cinco mil asegurados a cargo del practicante, éste percibe la coqueta cantidad de 162,50 pesetas. Pero no es esto lo que le preocupa en esta ocasión al "brevero". Lo que nos dice ahora es que el practicante del S.O.E. (Seguro Obligatorio de Enfermedad) no tiene seguro donde trabaja ni en ninguna otra parte.

«Los practicantes del S.O.E., dice el autor de "Breverías", tanto ellos como sus familiares, cuando caen enfermos o necesitan alguna intervención quirúrgica, han de acudir a los hospitales benéficos, de la Cruz Roja o a Casas de Socorro, donde, por osadía y compañerismo les prestan asistencia gratuita, aunque hayan de abonar los gastos de quirófano y medicinas.» Y se pregunta el "brevero": «¿Cómo no ha previsto este caso el Instituto Nacional de Previsión que a fin de cuentas es la empresa en la que estos ayudantes sanitarios están encuadrados?»

¡Vaya usted a saber por qué el Instituto Nacional de Previsión «no ha previsto» este caso! Nosotros, por nuestra cuenta, les sugerimos una buena solución. No sólo los practicantes, sino los veterinarios y los médicos rurales, deben organizarse en uno de esos sindicatos anodinos de la central nacionalsindicalista. Hagan declaración pública de adhesión al Movimiento. No se les olvide regalar (por agradecimiento, claro) unas medallas de oro a algún jerarca... y esperen. Lo más seguro es que dentro de unos años se resuelva estudiar un proyecto de ley que, a su debido tiempo, será presentado a las Cortes a fin de estudiar y resolver la situación precaria en que viven ustedes. ¿Que es poco lo que les sugiero? Menos dicen los que, en "ABC", escriben denunciando el "caso" de ustedes.

J. de RAVALET

IMPRIMERIE SPECIALE
23-30, Rue Sainte
MARSEILLE 1^{er}

Libro de Arrarte criticando el Plan de Desarrollo

Madrid (OPE).—Prados Arrarte, profesor de Economía de la Universidad Central, ha publicado un libro en el que se pone de manifiesto la incongruencia congénita del Plan de Desarrollo. López Rodó, que no se enteró de la publicación hasta que había terminado de imprimirse el libro, pidió a su autor que no lo pusiera a la venta. Prados Arrarte se negó al requerimiento y López Rodó no se atrevió a adoptar medidas gubernativas de recogida de la edición, porque había sido aprobada por la censura y porque el claustro de la Universidad, unánimemente, había aprobado la obra de Prados Arrarte, y el proceder contra ella equivalía a desafiar al claustro. La propia literatura oficial pone de manifiesto el acierto de Prados Arrarte al calificar de ligero y frívolo el Plan. Dos Decretos del 14 de agosto de este año aprueban dos nuevos polígonos industriales para Vigo y La Coruña. Los dos comienzan con el párrafo siguiente: «Las dificultades que se nos han presentado para disponer de terrenos adecuados a los fines industriales en el Polo de Desarrollo (de Vigo y La Coruña)». Lo de las «dificultades que se han presentado» es un eufemismo. La

verdad es la falta absoluta de estudio serio, de atención adecuada de los planes aprobados, lo que ha dado lugar a ambos Decretos. Las aprobaciones iniciales de aquellos polos fueron resueltas alegremente, sin otra preparación que la que hubiera podido tener un periodista barato para proponer su creación. López Rodó llevó a la aprobación los polígonos iniciales con igual frivolidad con la que confecciona estadísticas.

DE TODO UN POCO

¡QUE PRISA tienen ciertos recién llegados por repartirse la herencia sindical del falangismo sindicalista! ¡Y qué manera más brutal de enseñar la oreja! Por algo decía un chamberlero leyendo ese parralito: «¡Que se les ve el plumero!»

DESDE HACE AÑOS hay guerra en el Yemen, entre las tropas del presidente Nasser y tropas del rey Faycal. Naturalmente, los pueblos respectivos no han sido consultados para nada. Mueren porque les mandan morir. Ahora se han puesto de acuerdo los que hacen la guerra en Yemen —que son los del país precisamente— y sin consultarlos, han decidido firmar un armisticio y organizar un referéndum para noviembre de 1966. Muy democrático todo ello. Ahora bien, los pobres yemenitas, ¿Qué harán, qué dirán a todo esto? Otra observación: Hace años

arde en guerra ese país. Pero los comunistas no han dicho esta boca es mía. Quien tiene en Yemen 50.000 hombres es Nasser. ¡Si hubieran sido los Estados Unidos!... ¡Cuántos papanatas hay, cuántos!

HASTAS LAS AGUAS mineras han subido de precio en Es-

paña de tal modo, que la prensa franquista se escandaliza. Fariñosos que son, porque todo ello es consecuencia de la misma causa que defienden.

EL ESCRITOR Neville, en "ABC", se quejaba contra el deficiente servicio telefónico de España. Es raro que marche nada mal en nuestro país después de un cuarto de siglo sin huelgas, sin Parlamento, sin partidos políticos, con unidad sindical, la panacea para ciertos señoritos. Es raro. Pero Neville da tales datos en su artículo que cuesta trabajo llevarle la contraria.

LA HISTORICA muralla zamorana del siglo XII se ha hundido parcialmente por el llamado "portillo de la traición". Por ese portillo ha pasado Franco más de una vez.

F. de H.

Comité de Redacción de LE SOCIALISTE:

Jean PAUL-BONCOUR
Suzanne LACORE
Eugène MONTEL
Georges GUILLE
Gérard JAQUET
Joseph BEGARRA

Administrateur:
Roger SOUTHON

SE DESEA CONOCER EL PARADERO...

De Julián Monje Cerrato, que perteneció a la 49 Brigada Mixta. Ha residido largo tiempo en Montauban, ejerciendo la profesión de panadero. Se interesa por él su sobrino Jerónimo Pérez Monje, 11, rue Serpentine, Turcoing (Nord), Francia.

Con el presente, comenzamos una serie de tres artículos, enviados desde el Brasil, que son un análisis bastante amplio de la situación de aquel inmenso país en estos últimos años. El hecho de que estén escritos por un español sitúan sus apreciaciones un tanto "hors de la mêlée", lo que contribuye a la objetividad de las mismas.

- I -

EL 31 DE MARZO último hizo un año que un movimiento cívico-militar echó por tierra el Gobierno del Presidente João Goulart. No fue sorpresa para nadie el fin de este Gobierno que se caracterizó por una serie de medidas: demagógicas para unos y progresistas para otros, pero, tanto unos como otros, persuadidos que con sus métodos nada real y estable podría ser alcanzado. João Goulart era Vicepresidente de la República siendo Presidente Janio Quadros, el Presidente de la Esperanza que desapareció después de seis meses en la presidencia, la abandonara en una triste mañana de agosto, dejando consternado este inmenso país. Goulart ya era Vicepresidente en el Gobierno anterior presidido por Juscelino Kubistchek, presentándose a la reelección en 1961 en la candidatura en que el mariscal Lott, ministro de la Guerra del mismo gobierno Kubistchek, lo era para Presidente. Se enfrentaron así dos candidaturas: una de oposición con Janio Quadros para Presidente y Milton Campos para Vice, y la otra, que era la candidatura oficial del Gobierno Kubistchek, con el mariscal Lott y Goulart. Triunfó Janio Quadros, con una votación aplastante sobre Lott, y Goulart, por pequeño margen, sobre Milton Campos.

El Brasil se encontró así, de la noche a la mañana, teniendo en la cumbre de sus destinos dos hombres que, al menos aparentemente, representaban dos mentalidades, dos métodos y dos fines diferentes. Goulart era lo combatido por la inmensa mayoría del país, lo que los votos dados a Janio Quadros habían sepultado. Tanto esto es así que era voz pública que con Janio nada tendría que hacer el Vicepresidente, pasando a ser una mera figura decorativa en el Gobierno. Su fuerza, que estaba vinculada a su influencia sobre los Sindicatos, era fruto del dominio de éstos por el Ministerio de Trabajo y de la Previsión Social, que a él le habían sido entregados por el Gobierno Kubistchek. Este dominio podría considerarse liquidado. En la plataforma electoral de Janio Quadros figuraba, como meta, la liberación del movimiento sindical de aquellos organismos oficiales. La renuncia de Janio en agosto de 1962 echó por tierra las ilusiones de un gran pueblo que estaba cansado de una política de promesas que al fin sólo se traducían en la permanencia de un mal vivir, con un patrón de vida miserable para la inmensa mayoría de sus habitantes... Al renunciar Janio Quadros se imponía, legalmente, que asumiese el cargo el Vicepresidente, pero a ello se oponían amplios sectores de la opinión pública, incluso los tres ministros militares del Gobierno, y la cosa se com-

CONSTRUIR SOBRE LO ROBADO

En Villena (Alicante), como en casi todas las villas y ciudades españolas, había una Casa del Pueblo de la que los trabajadores se sentían orgullosos porque les pertenecía por sus esfuerzos. Tras la victoria de la Cruzada, no contentos con perseguir y fusilar a muchos de los que la frecuentaban, la demolieron y han construido un edificio que venden por pisos. Pero a los expoliadores no les ha resultado el pretendido negocio, pues tan solo han podido vender unos pisos. Los demás no encuentran compradores porque éstos saben que jamás podrán ser legítimos dueños del terreno robado. — S.

LIBERDA América

DEL BRASIL

Algo de ayer y un poco de hoy

plicaba más por encontrarse el Vicepresidente fuera del Brasil, en visita a la China comunista.

Después de grandes aprensiones y cuando casi se esperaba que saltase a la calle la revuelta verbal hasta entonces, se encontró la fórmula que desarmó los espíritus, aunque en lo íntimo pocas esperanzas existían en su acción duradera.

A Jango Goulart se le consideraba ligado a sectores extremistas, no siempre democráticos, capaces de influir en su Gobierno, y por eso se consideraba peligroso que los amplísimos poderes del régimen Presidencialista del Brasil pasasen a las manos de un hombre sobre el que recaían grandes desconfianzas. Se consiguió entonces que Jango Goulart aceptase la amputación de ciertos poderes de su acción ejecutiva, y la fórmula encontrada, aceptada por los ministros militares y por las facciones en controversia, fue la reforma por el Congreso de la Constitución, estableciendo un especial régimen parlamentario. Salió así de las manos del Presidente de la República la designación del Gobierno. El Jefe del Gobierno y los ministros responderían ante el Parlamento en vez de ser meros secretarios del Presidente de la República. El régimen así establecido debería actuar hasta seis meses antes del término del mandato presidencial (mayo de 1965). Entonces podría, mediante plebiscito, ser reafirmado o suprimido. Desde agosto de 1962, en que fue establecido, hasta enero de 1963, en que fue abolido, no se hizo otra cosa que llevar al descrédito el naciente parlamentarismo. Fueron meses en que en vez de gobernar, de aquietar pasiones, haciendo algo por el pueblo que deseaba poder trabajar en paz y olvidar los peligros que la renuncia de Janio

Quadros había lanzado sobre el país, no se hizo otra cosa que incompatibilizar la opinión pública con el nuevo régimen.

Todos los males, todas las dificultades en el vivir, eran llevadas a cuenta del parlamentarismo por los voceros del Gobierno. Ningún Gobierno estable pudo constituirse. Ni se legislaba, ni se gobernaba, y las difi-

Por Manuel Demetrio

cultades agigantándose día a día, con una inflación del orden de 100 por 100 al año. La única preocupación del Presidente era recuperar los poderes que le habían sido retirados y para esto trató de incompatibilizar el Parlamento con el pueblo. Todas las desgracias, todas las dificultades, decían, eran originadas por el Congreso y el parlamentarismo. Aparecían consignas y más consignas: «Todo el Poder para Goulart» y «abajo el parlamentarismo» llenaban las paredes y muros de las ciudades. El país paraba poco a poco, pasándose a considerar, aún por los más sensatos, que si el fracaso del Gobierno Goulart era ocasionado por el parlamentarismo sería mejor devolverle, de una vez los poderes perdidos. Y por este raciocinio, a los partidarios de Goulart se unió la inmensa mayoría del país, y el Congreso, una vez más, encontró la fórmula de anticipar el plebiscito para enero de 1963. Restablecido el presidencialismo y con todos los poderes en la mano desaparecerían los motivos alegados para la paralización gubernamental. El Gobierno podría encauzar, por vías

realistas, los grandes problemas que esperaban solución, y las reformas de base, de estructura, que el país reclamaba, podrían ser atacadas y el país iniciar su camino por los senderos del progreso. Así se pensaba.

Estábamos a principios de 1963 y un año después el Gobierno desaparecía sin haber conseguido mejorar la vida del pueblo y arrastrando al país al borde de la guerra civil. Es que después de la guerra civil. Es que después de enero de 1963 en que el presidencialismo fue reimplantado, nada constructivo fue realizado. El Presidente Goulart en su mensaje al Congreso Nacional, en la apertura del período legislativo de 1963, decía: «El Gobierno pretende enviar al Congreso Nacional, en el futuro próximo, un conjunto de mensajes orientados en el sentido de encaminar las reformas más urgentes reclamadas por las necesidades del país.» Esto era en febrero de 1963 y las reformas agraria, urbana, tributaria, bancaria, administrativa, no fueron discutidas por el Congreso, pues el Gobierno no se empeñó en su elaboración. Sin embargo, pasados un año el Presidente Goulart reclamaba, en la plaza pública, las reformas, como si el Congreso fuese el responsable directo por su inexistencia. Paralelamente, sectores políticos afines y grupos sindicales, controlados por elementos no siempre interesados en el fortalecimiento del movimiento sindical, entraban en el campo, y la campaña desmoralizadora del Congreso se ensanchaba día a día, llegando a ser solicitado el cierre del mismo, por ineficaz y perturbador. Y esta campaña se fue extendiendo, ampliando cada vez más, y saliendo de las ciudades y zonas de población más densa alcanzó el interior con la formación de ligas y grupos, comandos de esto y de lo otro,

TURQUIE: La victoire du "Parti de la Justice"

Les élections, en Turquie, pour le renouvellement de la Grande Assemblée nationale (450 membres), se soldent donc par un plein retour au pouvoir du «parti de la justice», héritier rénové de l'ancien parti démocrate.

Ainsi, la page semble tournée sur le coup d'Etat militaire de 1960, qui fut suivi par la condamnation et la pendaison de plusieurs dirigeants démocrates, dont M. Menderes lui-même. On peut cependant croire que l'armée entend demeurer vigilante, selon la formule consacrée...

Le parti de la justice et le parti républicain du peuple ne sont pas une «gauche» et une «droite», mais deux «machines» politiques également au service de la bourgeoisie. Tout au plus le premier est-il plus particulièrement enclin au libéralisme économique, tandis que l'autre se réclame surtout du fondateur de la République, Kemal Pacha, et de ses grandes réformes nationalistes. On peut considérer que les élections, dans l'ensemble, ont été aussi «libres» que possible, dans un pays encore sous-développé, où les masses paysannes qui forment la masse de la population sont en majorité analphabètes et votent docilement sur la foi de symboles électoraux, au gré des intérêts et des influences locales. Le parti de la justice avait adopté le cheval blanc comme enseigne, ce qui a eu

beaucoup de succès à la campagne.

La révolution kemaliste, en effet, si elle a aboli le sultanat, restreint l'influence de l'Islam, instauré le régime représentatif et le suffrage universel, entamé la modernisation des structures nationales, n'a pas aboli le système d'exploitation de la paysannerie, endettée et livrée au bon vouloir des aghas qui leur fournissent des prêts, des semences, etc...

Le traditionalisme réactionnaire de l'Islam, lui-même, relève la tête. Quoi qu'il en soit, c'est dans le milieu conservateur campagnard que le parti de la justice a puisé l'essentiel de sa force, dans un milieu rural méfiant à l'égard du pouvoir centra autoritaire. Ainsi s'explique une victoire qui lui vaut la majorité absolue à la Chambre, et met un terme à la vie du cabinet d'affaires de M. Urguplu, fragile gouvernement de coalition, purement transitoire.

Plus à droite, le «parti de la nation», dissidence du parti républicain du peuple, et qui représente plus directement l'oligarchie terrienne, vient en troisième position, avec une trentaine de sièges seulement. A la faveur de la «libéralisation» tolérée par les républicains envers les syndicats et le milieu ouvrier, s'est développé le parti travailliste turc, qui arbore un programme socialiste très avancé (réforme agraire, nationalisation des banques et

du commerce extérieur). Il a enlevé d'emblée, dans les villes et le milieu ouvrier, enseignant et étudiant, une dizaine de sièges. Ce parti demande que la Turquie se retire de l'O.T.A.N.

A l'égard de l'O.T.A.N., la politique d'Ankara semble devoir rester inchangée: pas de retrait, mais pas de zèle anticommuniste non plus.

La crise de Chypre a traumatisé la Turquie comme la Grèce et le rapprochement d'Ankara avec Moscou ne semble pas devoir être remis en cause, bien que le leader du parti de la justice, M. Suleyman Demirel, soit sans doute plus anticommuniste que le vaincu de la journée, M. Inonu (le compagnon de Kemal Pacha a maintenant 81 ans).

Hier comme aujourd'hui, la Turquie doit faire face à des problèmes lancinants: poids écrasant de la dette extérieure, sous-développement culturel et économique, sous-emploi. Comme d'autres pays méditerranéens pauvres, la Turquie exporte son trop-plein de main-d'œuvre (les travailleurs turcs sont 200.000 en Europe) et compte sur le tourisme pour faire rentrer des devises. Mais il est douteux que, malgré la proximité de l'opulente Europe, de telles bouées de sauvetage puissent suffire, alors que la grandeur de Kemal Pacha avait été de dire aux Turcs: «Ne comptez que sur vous-mêmes pour assurer votre salut!»

que lanzaron al país en un clima de intranquilidad y desconfianza peligroso.

Resultaba paradójica la saña con que elementos y grupos que se decían democráticos atacaban el Poder más vulnerable, el Poder desarmado y más representativo de un sistema democrático, cual es el Parlamento. Era acusado de funesto y se reclamaba su desaparición, y esto en nombre de la democracia que los acusadores pretendían representar. Hombres de partidos y organizaciones sindicales, o quienes en nombre de éstas actuaban, se batían con furia contra el Parlamento, amenazándolo diariamente. Como reacción, otros hombres, de conducta política no siempre encuadrada en moldes democráticos, salieron en defensa del Poder amenazado, lo que acababa por establecer perplejidades en amplios sectores de la opinión pública; en aquéllos que aun siendo la mayoría, no salen a la calle ni dan vótores, no son héroes de nada, pero desean vivir en libertad, poder trabajar y votar, escoger libremente, pensar y poder decir. Estos pensaban que el Presidente debería proponer leyes y realizarlas, aprovechando los partidos que lo apoyaban y que eran mayoría. Gobernar con el Parlamento en vez de pretender hacerlo por medio de grupos, más o menos representativos, pero a quienes el pueblo no les había delegado poderes. Con huelgas no siempre necesarias, paralizando servicios fundamentales, sin necesidad, amenazándolo todo, arrastraban hacia extremos peligrosos a las organizaciones sindicales que, poco a poco, se desviaban de sus verdaderas finalidades para entrar por caminos de agitación que a nada práctico conducían.

Los Sindicatos, Federaciones y Confederaciones de trabajadores fueron anulados, pues se crearon al margen de la ley que regula estas entidades, otras de cúpula, teniendo al frente hombres muchas veces sin vinculación directa con las organizaciones de base del sindicalismo verdadero. Estos grupos dirigían, en realidad, la vida sindical, estimulando reivindicaciones, interviniendo en la política, declarando huelgas, algunas por motivos fútiles o hasta sin motivo sindical alguno, estableciendo pactos y dando ultimátums a los poderes públicos. Se les consideraba con grandes simpatías en la cumbre del poder ejecutivo al que al principio parecían obedecer, para, al fin, intentar dirigir. Y la inflación galopante arrasaba los salarios de los trabajadores. Como compensación el Gobierno permitía aumentos y más aumentos que los aliviaban por semanas de la miseria, para sentirla, nuevamente, sin otra falsa esperanza que un aumento que, al llegar, ya había sido absorbido por los nuevos precios.

Así llegamos a marzo de 1964, cuando la revuelta de los cabos y soldados de la Marina de Guerra anclada en Río de Janeiro marcó el fin del régimen presidido por Jango Goulart. Sobre esto hablaremos después.

ATENTADO CONTRA UN BUQUE ESPAÑOL

En el buque español "Satrústegui", que se encontraba atracado en el puerto de San Juan de Puerto Rico, ha estallado un artefacto, que aunque no ha producido ninguna víctima, si ha ocasionado grandes desperfectos en el buque. Se calcula que los daños causados ascienden a varios millones de dólares.

Parece ser que se ha declarado responsable del hecho la organización cubana anticomunista "Movimiento insurreccional de recuperación revolucionaria". Esta organización dice que fueron hombres ranas afiliados a la misma los que penetraron en la bahía de San Juan y colocaron el artefacto explosivo en el "Satrústegui" para sabotear el comercio franquista con Cuba.

ACTIVA el mundo

Por una común esperanza

UNA procesión bárbara, venida del fondo de los siglos, abre y cierra "El minuto de la verdad". Es una obra importante del director cinematográfico italiano Francesco Rosi, que aconsejamos ver a todos nuestros amigos que puedan hacerla. Con los ojos y los oídos muy abiertos. Como nosotros los hemos tenido en la versión española, que hemos podido ver en París. En España, sin duda posible, la censura habrá roído todo el meollo y dejado el celuloide mundo de su verdadera significación. Pero vamos a otra cosa más importante.

Suenan los toques de clarines y tambores de la Semana Santa. El paso, inmenso; una virgen cuyas lágrimas y expresión quedan ahogadas por un manto y una corona flameantes de joyas entre cientos de cirios, bajo palio, asoma por la puerta de la iglesia, balanceándose trabajosamente para encontrar camino. Bajo las haldas pomposas, bajo los cientos de kilos, las andas sobre los hombros, descubrimos a los pobres diablos sudorosos y con alpargatas que penan en silencio bajo las órdenes del gran nazareno encapuchado de terciopelo que dirige la maniobra. Es, más que una imagen, un símbolo de una cierta Iglesia de España que quiere seguir siendo la Iglesia de los vencedores, la de los señores andaluces, la de "Santiago y cierra España", la de la Cruzada, la de aquel famoso "por el Imperio hacia Dios" acabado en la tranquila digestión de todos los tráfico financieros.

La de ese padre Menéndez Reigada que rechazó así la petición cristiana de Jacques Maritain de un perdón entre españoles: «¡Ah!, ¡no, y mil veces no! Eso sería dejar infecunda la sangre de tantos mártires, hacer traición al sacrificio de tantos héroes, renegar nuestra estirpe y hacer que España siguiese arrastrando una existencia vergonzosa como en los tiempos que han precedido a este resurgir glorioso.»

No hablan hoy de "resurgir glorioso" los obispos españoles. Tienen mejor sentido del ridículo. Pero no han hecho grandes progresos. Ni pequeños. Con una rara unanimidad forman parte de la minoría activa que milita contra el "aggiornamento" —irreversible, para su desgracia— de la Iglesia católica. En el Concilio Vaticano II, actualmente en curso, en la discusión sobre la libertad religiosa, el cardenal de Arriba y Castro —de Tarragona— vuelve a las más puras fuentes cavernícolas —vieja expresión anterior a la actual voga de la espeología—: «Sólo la Iglesia católica tiene el deber y el derecho de predicar el Evangelio y por eso el proselitismo de los no católicos es ilícito y debe ser impedido tanto por la Iglesia como por las propias autoridades civiles, siguiendo las exigencias del bien común.» Y sostiene, contra viento y marea, un añejo fervor antidemocrático, como ese arzobispo de Burgos, García de Sierra, que declara que el esquema sobre la libertad religiosa «contiene numerosos puntos inadmisibles. Es la firme doctrina la que debe guiarnos y no los votos de la mayoría. Rehagamos un nuevo texto desde las raíces ("ab ovo", en latín)».

Es significativo comprobar que en la hora grave del mundo en que el Papa Pablo VI llega con palabras de paz y esperanza a la tribuna mundial de las Naciones Unidas, palabras que reflejan la intención del Concilio de continuar el mensaje de Juan XXIII a todos los hombres de buena voluntad, las jerarquías españolas se aferran como a clavo ardiendo a las más usadas repeticiones de una lamentable beatería que merece cada vez menos el nombre de religión. El Papa en Nueva York ha alcanzado una

audiencia unánime, concertado esperanzas. Los obispos españoles llevan paños calientes a una situación sin salida, se atacan a remover escorias y cenizas que los españoles saben frías y quieren sobre todo olvidar. El que fue Abad de Montserrat, en unas declaraciones recientes, que hemos publicado en nuestras columnas, recordaba los principios expuestos en la famosa enciclica "Pacem in terris": «Tienen nombre "justicia, verdad, libertad, fraternidad humana". Esta es, además, la mejor definición de la verdadera democracia.»

Es difícil resumir el Concilio, volveremos sobre sus conclusiones cuando termine sus trabajos. Pero su mayor significación es haber llevado a la Iglesia a una verdadera y libre discusión de los problemas del mundo en que vivimos. Una cierta impostura ha quedado desnuda e irremediable: la que quería hacer tomar por toda la Iglesia una minoría poderosa y bien organizada. Los integristas y reaccionarios de toda clase son menos del diez por ciento de los representantes de la Iglesia universal. Pero da la triste coincidencia de que, en esa minoría, encontramos prácticamente la totalidad de las jerarquías que nos tocan más de cerca, los obispos españoles y portugueses, países oficialmente católicos, de un catolicismo de cisma subyacente. Estas jerarquías se han visto alentadas, qué desgracia, por el nombramiento del nuevo cardenal don Angel Herrera Oria, obispo de Málaga y antiguo director de "El Debate", que ha afirmado de una manera repetida su fidelidad al Caudillo...

Los problemas de nuestro tiempo son otros que los que han atenazado España desde las Cortes de Cádiz al 18 de Julio en una lucha sangrienta entre la Iglesia y la libertad. Los países de Europa han conocido, en la resistencia contra el fascismo, la unión de

«Celui qui croyait au ciel,
et celui que no croyait pas».

como canta el poema de Aragón. Las iglesias están abiertas en Polonia y en Checoslovaquia. Los obispos de América del Sur se preocupan sobre todo de la miseria y del hambre que atormentan los hombres de aquellas tierras. Los españoles, en su inmensa mayoría, han sentido con esperanza que la Iglesia de Roma se abría a los caminos de la libertad y del amor, de la comprensión y del diálogo. Que el Evangelio no exigía el exterminio de los herejes sino la comunión fraternal de todos los hombres.

Es sin duda contra esta esperanza que se agitan esos obispos españoles que saben, como nosotros, el fervor de esos jóvenes sacerdotes, de esos católicos ardientes, verdaderamente cristianos, en los que hemos podido oír, con profunda y compartida emoción, nuestro mismo fervor y nuestras mismas esperanzas. Una lucha común por la libertad y contra la miseria es la única solución posible. España, fuera de los escaparatés para turistas, es un país con hambrientos por millares que emigran como pueden, una tierra en que la Iglesia de los Pobres, la de las bienaventuranzas, la de Cristo y no la de los mercaderes, es la única posible. En ningún caso esa otra Iglesia, trágica por no poder ser cómica después de tanto muerto, de aquel reaccionario asturiano que emparentaba la Santísima Trinidad y el tricornio de la Guardia civil... En esta página recogemos algunos textos recientes sobre la Iglesia del siglo XX, que se define en el Concilio, que se proclamó ante las Naciones Unidas.

Queremos sobre todo esperar con esperanza. Compartir un día, todos como hermanos, el pan y la libertad de nuestra España.

A. B.

★ El esquema XIII

ESTE ESQUEMA intenta fijar la presencia y el papel de la Iglesia en el mundo actual. ¿A quién se dirige? A todos los hombres, a los creyentes como a los no creyentes, sean cual fuere su raza, el color de su piel, sus opiniones, ya que «su suerte es común para bien o para mal». La Iglesia se siente ligada a su suerte: «Alegrías y esperanzas, tristezas y angustias de los hombres de este tiempo, de los pobres sobre todo y de los que sufren, que son también las nuestras.»

La elaboración definitiva está aun en curso. En la conclusión del proyecto, la Iglesia proclama su voluntad de ser «la casa del diálogo». Y para ello pide a todos los que creen en Dios, incluso a los que lo persiguen, que trabajen juntos para la construcción del mundo.

A los cristianos pide que revelen a los hombres el misterio de amor del Evangelio para que el mundo vaya a su verdadero destino, que es Dios.

Los Padres están de acuerdo

en su conjunto —98 por 100 en un primer voto indicativo— para que el Concilio se dirija así al mundo. Será la primera vez en la historia de los Concilios que la Iglesia se dirige así, directamente, a todos los hombres partiendo de las dificultades que encontramos todos los días.

★ Juan XXIII

DOS ENCICLICAS, "Mater et Magistra" (1961) y "Pacem in terris" (1963) bastaron para imprimir a su pontificado un acento nuevo y vigoroso que forzó la atención universal.

Pocos días después de la publicación de esta última enciclica, el presidente John Kennedy decía: «Me encuentro muy reconfortado por un estudio atento que he hecho la semana última de la magnífica enciclica de Juan XXIII. En su penetrante análisis de los problemas contemporáneos, el bienestar social, el interés colectivo, el desarme, el orden internacional y la paz, este documento demuestra claramente que es posible ofrecer sobre la base de una gran religión y

de su tradición, consejos sobre los problemas públicos que tienen importancia y valor para todos los hombres y todas las mujeres de buena voluntad.»

Juan XXIII insistió sobre las nuevas dimensiones de la justicia en un mundo técnicamente unificado, sobre la expansión demográfica, sobre la urgencia de los problemas del desarrollo económico y del reparto equitativo de los recursos del mundo entre los hombres que lo habitan.

★ El diálogo es la amistad; más aún, el servicio

EL PAPA Pablo VI decidió la continuación del Concilio Vaticano II, que plantea problemas graves, que no han llegado aún al momento de hacer un balance definitivo. En su enciclica "Ecclesiam suam" (1964), que es más bien una grave invitación a meditar antes de la hora de las decisiones, puede leerse:

«Sin reivindicar privilegios que alejan, sin mantener la barrera de un lenguaje incomprensible, hay que compartir los usos y maneras de todos, ... es necesari-

rio, incluso antes de hablar, saber escuchar bien la voz y todavía más el corazón del hombre. ... El clima del diálogo es la amistad, más aún, el servicio.»

★ No a las armas militares

EL CARDENAL Journet es un teólogo suizo, elevado recientemente por Pablo VI a esta dignidad. Ha estado siempre muy ligado a Jacques Maritain, gran autoridad filosófica y moral del catolicismo francés. Su reciente intervención en el Concilio ha sido muy importante. Los obispos españoles, herederos de la famosa "carta colectiva" de los tiempos de la cruzada, han debido encontrarse aludidos por esta conclusión:

«Los dirigentes de la Iglesia, desde Constantino, han recurrido al brazo secular. Ese era el régimen de la cristiandad. Pero bajo la propia influencia del Evangelio una clara distinción se ha operado progresivamente entre el dominio de la sociedad civil y el de la Iglesia. Hoy esta distinción está admitida por todos.»

«¿Es que las cosas temporales no están sometidas a la Revelación? Claro que sí. Pero esta sumisión se hace de otra forma que en el pasado, de una mejor manera. Ahora se procede a la propagación de la fe por las fuerzas de la luz y nunca por las armas militares ("arma castrosum").»

★ «Un espíritu de penitencia por las faltas pasadas»

EL CARDENAL Beran, obispo de Praga, pudo participar por primera vez en el Concilio este mes pasado, después de años de encarcelamiento. Ha condenado sin restricciones la violencia incluso cuando se ejerce en favor de la religión. «Se puede decir que en Bohemia la Iglesia expía hoy las violaciones de la libertad religiosa, como la muerte de Juan Hus en el siglo XV y la conversión forzada de una gran

parte del pueblo en el siglo XVIII. La experiencia actual y la Historia exigen que el Concilio proclame el principio de la libertad religiosa claramente y sin ninguna restricción, con un espíritu de penitencia por las faltas pasadas.»

★ La explosión será terrible...

EN "La Vie Catholique", un artículo sobre Grecia, del que traducimos algunos fragmentos que prueban una fraternal semejanza a través del Mediterráneo:

«60.000 griegos emigran cada año... Nicolaki, una cara grave y ya madura a pesar de sus veintidós años, añade:

—Hoy un joven griego que no se decide a dejar el país y no podrá casarse antes de los treinta y cinco años. No tendrá medios para ello.

Me he informado —continúa el artículo: el rey Constantino dispone de 650.000 dólares por año, es decir, tres veces la suma concedida al presidente Jhonson. Tiene once palacios, noventa y nueve autos, tres yates y un cuádrimotor...»

He aquí lo que me ha dicho uno de los raros sacerdotes católicos de nacionalidad griega, un sacerdote de un juicio elevado y sereno:

—El pueblo está completamente abandonado, tanto desde el punto de vista social como del religioso. Nuestra sociedad es una sociedad feudal. A la cabeza, una monarquía de otro siglo, hundida en sus fastos y apoyándose sobre una casta riquísima de hombres de negocios del tipo de Niarchos u Onassis que, por medios fáciles de comprender, guían a distancia y corrompen a los viejos politicastros embebidos en las delicias del Poder. Un poco más abajo, una pequeña burguesía un poco menos pobre, pero que, como el pueblo, tiene la impresión de haber sido olvidada en la sombra.

Un periodista de Atenas me ha dicho que todo corre el riesgo de explotar. "Y será terrible."»

LES SYNDICATS LIBRES

FIDELES AU TRAITE DE ROME

Lors de sa réunion extraordinaire du 30 septembre 1965, à Bruxelles, le Comité exécutif des syndicats libres (C.I.S.L.) des pays du Marché commun a discuté l'actuelle crise européenne.

Les syndicats libres regrettent que les négociations sur le financement de la politique agricole commune et les propositions de la Commission de la C.E.E. qui y sont liées aient été interrompues, dans la nuit du 30 juin 1965, sans que l'on ait vraiment essayé de discuter les problèmes de façon approfondie.

Les syndicats libres repoussent d'autre part avec énergie la procédure contraire au traité et aux règles de la démocratie, qui consiste à prendre, par le truchement de conférences de presse, des décisions unilatérales portant sur l'existence même des communautés européennes, sans consultation préalable des autres Etats membres.

Ainsi que par le passé, les syndicats libres continuent de considérer les traités de Paris et de Rome comme la base solide et inébranlable des efforts entrepris en vue d'unifier l'Europe politiquement et économiquement pour améliorer le niveau de vie des peuples et garantir en même temps la paix en Europe et dans le monde.

Le mouvement syndical libre estime que les traités de Paris et de Rome sont intangibles. Aussi a-t-il insisté auprès du président Hallstein, qui a pris la parole devant le Comité exécutif, le 30 septembre, et de toute la Commission de la C.E.E., pour qu'ils poursuivent leur rôle de gardiens des traités et qu'ils restaient la force stimulante de la politique communautaire.

Le Comité exécutif a souligné que les syndicats libres défendront de toutes leurs forces le respect des dispositions du traité et le maintien des compétences supranationales exercées par les organes des communautés.

Les syndicats libres sont fermement décidés à s'opposer, par des actions communes, à toute tentative en vue de retourner au système dépassé de relations

bilatérales ou multilatérales entre gouvernements, en affaiblissant les institutions communautaires dans leur structure et dans leurs hommes.

Ils adressent un appel pressant aux gouvernements et à toutes les forces progressives en Europe, pour qu'ils déploient tous les efforts en vue de mettre fin le plus rapidement possible à la crise actuelle et d'assurer l'évolution ultérieure de la Communauté dans sa forme actuelle. C'est dans cet esprit que les syndicats libres considèrent le mémorandum de la Commission de la C.E.E. du 22 juillet 1965 comme base tout indiquée pour la reprise des négociations au Conseil des ministres sur le financement de la politique agricole commune.

Lors de cette même réunion extraordinaire du 30 septembre, tenue sous la présidence de Ludwig Rosenberg, premier président du D.G.B., le Comité exécutif du secrétariat syndical européen a fait ses adieux à l'un de ses membres, Dirk Roemers, qui vient de résigner ses fonctions de président du N.V.V. (Pays-Bas) et lui a adressé ses sincères vœux de succès dans la poursuite de sa carrière politique.

Il a été décidé de tenir la prochaine réunion du Comité exécutif à Luxembourg, les 9 et 10 décembre 1965. A cette occasion, les membres du Comité exécutif prendront congé de leur vice-président, Antoine Krier, appelé au poste de ministre du Travail du grand-duché de Luxembourg.

JOAQUIN COSTA

VIII

En anteriores trabajos hemos comprobado cómo escritores de autoridad reconocida afirman que Joaquín Costa no fue un político militante. Algunos hasta llegan a negarle su cualidad de republicano. No obstante, todos coinciden en que el desastre nacional sufrido en Cuba y Filipinas colmó la medida de la indiferencia política —muy relativa, por otra parte— de Costa, obligándole a lanzarse a la pelea, candorosamente confiado en que, al conjunto de su pluma y de su palabra, España entera habría de ponerse en pie y cambiar de régimen. Quizá uno de los textos más vibrantes de Costa sea el que copio a continuación. Han pasado los años. Nuestro país tiene hoy otros problemas —con ciertas variantes, en el fondo, los mismos problemas que Costa señalaba, quizá agravados—, y sus impropiedades, sus terribles acusaciones, sus patrióticas invocaciones siguen emocionándonos, sobre todo a quienes las oímos en los mejores años de nuestra vida. He aquí a Costa redivivo, tal y como fue en uno de los momentos más culminantes y de mayor popularidad de su agitada existencia:

«Es fuerza, señores, decidirse; hay que hacer política, y política masculina; es preciso que dejemos de parecer una nación de mujeres que no saben más que llorar y quejarse: que le piden el hijo, y lo da; que le ponen sobre los hombros la inmensa carga de parásitos, y la lleva mansamente como caballo de simón; que le dan una administración africana a precio de europea, y la toma; que le mandan los mismos que le privaron de patria, y obedece. ¡Arriba, comerciantes! ¡Arriba, industriales y labradores! ¡Arriba, los médicos, los pedagogos, los ingenieros, los publicistas! ¡Arriba, los menestrales, los operarios de las fábricas, los braceros del campo! Caldeado los ánimos y enardecer la sangre contemplando lo que han hecho de nosotros y de lo nuestro esos caballeros. Recibieron todos los ingredientes necesarios para hacer de España una gran nación, y han preferido ser los sepultureros de su patria.

» No quisieron fatigarse en transformar el ambiente español y hacerlo europeo, y se limitaron a la descansada tarea de sobre-dorar la barbarie, para que al primer rozamiento el barniz se desprendiese y nos encontrásemos sorprendidos y avergonzados. Toda su labor de treinta años ha consistido en coger la inmensa mole de Cuba y de Luzón, levantarla en alto y dejarla caer pesadamente sobre la metrópoli, aplastándola. ¡Y todavía pretenden reinar sobre las ruinas! ¡Que nos devuelvan antes las mil islas, los tres mil millones, el honor limpio y la bandera immaculada! ¡Que hagan salir del fondo del mar de Mindoro y del mar de las Antillas aquellas dos escuadras, con cuyo coste se habría podido cruzar de caminos el territorio! ¡Que devuelvan al pueblo sus cien mil hijos asesinados en ultramar, y atajen esa horrible e interminable procesión de muertos, que cruza a todas horas los espacios de la península, compuesta de niños hambrientos, de viudas desoladas, de ancianos temblorosos, que caen antes de su hora, heridos de muerte, a distancia de meses, por el mismo machete, por los mismos tiburones, por la misma quinina falsificada, por los mismos zapatos de cartón que mataron a sus maridos, a sus hermanos, a sus hijos.

» Hicieron quebrar a la nación, han probado que no tenían arte para rehabilitarla y se niegan a retirarse. ¡Ha llegado la hora de que volvamos por nosotros mismos, expidiéndole la licencia absoluta, y que, si resisten, los declaremos enemigos públicos! Se ha colmado la medida de nuestro sufrimiento. Queremos ser ciudadanos de una nación civilizada y libre, guiada por artistas de pueblos, encendidos en piedad, no por lazarillos fríos y rutinarios, con vocación al oficio sólo por el provecho o la vanagloria. Queremos una patria tal como la definió la Constitución de Cádiz: una España que pro-

cura nuestra felicidad, no una España que la estorbe. Que España sea para los españoles, dejando de ser para los partidos y sus empleados; o en caso contrario, que no sea de ningún modo. O resucítarla o enterrarla: nada de momias a la vista, engañándonos con una ilusión de vida.»

En su conocido libro "España: ensayo de Historia contemporánea", Salvador Madariaga estudia la figura de Joaquín Costa, a mi juicio, con excesiva superficialidad. De capacidad tan cultivada como la suya había derecho a esperar un juicio más acabado acerca del autor del "Colectivismo agrario en España", cuyo libro ni siquiera cita. La comparación entre Costa y Ganiwet es desacertada. No es admisible comparación de ninguna clase entre ambos, ni Ganiwet tuvo el relieve alcanzado por Costa en los tiempos de la tragedia colonial. Bastaría recordar que se suicidó al final del año 1893, precisamente cuando Costa llevaba aportadas al acervo común varias docenas de libros denotadores de su vastísima capacidad y cuando se lanzaba a pelear contra los responsables de la ruina de España, en cuya faena Ganiwet no intervino ni es posible incluirle al lado de aquellos beneméritos patrios. A pesar de todo, hay en los juicios de Madariaga aspectos que deben figurar en esta recopilación, hecha con la mayor objetividad posible. Nuestros jóvenes lectores juzgarán, como siempre, por sí mismos:

«Joaquín Costa era uno de esos hombres de aptitudes varias, características de un país tan rebelde a la especialización como España. Notario de profesión, era erudito de vocación y había estudiado con igual asiduidad las leyes, costumbres y religión de los primeros habitantes de la península, las ideas políticas y sociales implicadas en la poesía popular y el folclore español, los métodos para reformar su profesión legal en sentido modernizador, las características del colectivismo agrario en España y otros varios problemas de índole política, social, técnica y filológica. No era Costa popular, ni siquiera muy conocido más allá de un círculo de amigos y admiradores, cuando en los años críticos de principios del siglo lanzó sus llamamientos a una nueva vida pública con sus famosas obras polémicas: "Reconstitución y europeización de España" (1900), "Crisis política de España" (1901) y, sobre todo, su aporte a la investigación organizada por el Ateneo de Madrid sobre los males de la vida pública española bajo el título significativo de "Oligarquía y caciquismo como la forma actual de Gobierno de España". Aragónés de fuerte temperamento individualista, que se manifestaba en forma de mal genio, fiero y fogoso patriotismo, impaciencia e intolerancia. Costa era un hombre que vivió toda su vida al servicio puro y desinteresado de su patria y de su espíritu. Su salida, pues tuvo aquello algo de salida, se proponía despertar al pueblo de su letargo, estimulándole a sacudirse de encima el sistema artificial de la Restauración. Punto fuerte de sus diatribas, era el ataque contra los llamamientos retóricos que solían hacer al pasado hombres incapaces de habérselas con el presente. Costa pedía que se mirase a la realidad cara a cara, dejando de dorar al hoy miserable con las glorias de un ayer muerto. De ahí su fórmula "Cerremos con tres llaves el sepulcro del Cid, y acudamos a las necesidades del día". ¿Cuáles eran estas necesidades? Costa las definió de manera concreta y completa en una de sus fórmulas, breves y exactas como monedas: "Escuela y despensa." En estas tres palabras resumía con exactitud la necesidad de dos revoluciones —económica y cultural— necesarias para que el pueblo español ad-

APUNTES HISTORICOS

Recuerdos del tiempo joven

— XCVII —

Por Andrés SABORIT

quisiese la virtud sin la cual no es posible una vida política sana: la solidaridad... Había entre Costa y Ganiwet un doble contraste: de fondo y de forma. Mientras Costa insistía, sobre todo, en las características negativas de los españoles, y como un profeta bíblico, los incitaba a corregirse y a europeizarse, Ganiwet hacía resaltar los rasgos positivos de España, las cualidades y modos originales que aporta a la civilización; y su mensaje, sugerido más que expresado, es que conviene cultivar y refinar estas cualidades positivas. Y como para ilustrar el giro paradójico que suelen tomar las cosas de España, se daba el caso de que mientras Costa vociferaba "Europa, Europa" con los modos insociables y ultraindividualistas del ibero irreductible, Ganiwet escribía sus "Ensayos Ibéricos" con la tranquilidad urbana del europeo.»

Dejemos por ahora a Costa y a Ganiwet, y vayamos a buscar un final a este trabajo en otras fuentes. Por aquellos años —lo hemos dicho reiteradamente—, Ramiro de Maeztu cultivaba la literatura radical. Muchos de sus artículos de "La Correspondencia de España", dirigida por Leopoldo Romeo, en donde trabajé precisamente por dicha época, parecían salidos de la pluma de un fabiano o de un laborista ilusionado con Mac Donald. En "Vida Socialista" del Primero de Mayo de 1912, con el título "La Humanidad futura", ya el título

De la muerte de Gabriel PRADAL

TESTIMONIOS DE PESAME

Don Manuel Irujo, París; Secciones P.S.O.E. y U.G.T., St-Chamond; Sección U.G.T., Lille; Secciones P.S.O.E. y U.G.T., Roanne; Sección U.G.T., St-Henri; Sección U.G.T., Burdeos; Sección U.G.T., Albi; Agrupación Socialista, Tànger; Comité Departamental P.S.O.E. Pirineos Orientales, Perpignan; Secciones P.S.O.E. y U.G.T., Comentry. Secciones P.S.O.E. y U.G.T., Tours; Secciones P.S.O.E. y U.G.T., Orán; Sección P.S.O.E., Sochaux; Sección J.J.S.S., Lieja; Manuel Martínez Cruz, Bruselas, y Comités Departamentales P.S.O.E. y U.G.T., Somme, Amiens.

Méjico, 8 octubre 1965.

Agradecería, queridos colegas, que consignarais en el periódico mi más sentido pésame por el fallecimiento de Gabriel Pradal. Lo dirijo a la familia, a los amigos, al periódico y al Partido. Todos hemos perdido una gran persona. Pradal era mi colega profesional, mi colaborador frecuente, mi amigo entrañable. Juntos trabajamos muchas veces; de acuerdo planeamos y empezamos en Madrid la casa para "El Socialista", que Franco aprovecha ahora; él hizo el mausoleo para Largo Caballero, semejante al que yo había hecho para Pablo Iglesias, con figuras del escultor Barral; juntos reformamos la casa para la Imprenta...

Pradal me escribió varias veces su deseo de venir a Méjico a trabajar conmigo. Nuestra común satisfacción no logramos realizarla.

Descanse en paz.

Francisco AZORIN

era asta de una bandera roja, Ramiro de Maeztu publicó el siguiente trabajo:

«Llegará día, amigos míos, en que la agricultura se convierta en industria de magnífico lujo. Los futuros señores, que no serán los generales, ni los banqueros, ni los sacerdotes, ni los terratenientes, sino los cerebros más poderosos y tenaces, habrán arrancado a la naturaleza los secretos de los misteriosos alambiques, donde el sol, la tierra, el agua, los gérmenes de vida y las mortales predumbres se convinan para producir una alimentación que acaso no fueran tan absurda si no se encargaran de condimentarla y de servir la ignorancia y la rutina de nuestras mujeres. En ese día que Berthelot predijo, y que, gracias a mis firmes propósitos de vivir cien años, he de alcanzar a ver, la humanidad estará dividida en dos especies. Los químicos, los ingenieros y los médicos, dueños de las fórmulas, reinarán con sultanesco imperio sobre los otros seres. Al conjunto de sus palabras cabalísticas manarán de las fábricas los frutos que no logra hoy el aldeano sino estrujando la tierra con su cuerpo. Los hombres no levantarán los angustiados ojos hacia el cielo para demandarle a ratos aguas y a veces sol. Las industrias alimenticias, de producción encalmada y segura como la prueba de un teorema, les librarán de cuidados que no sean los de servir a las máquinas creadoras.»

El único nombre citado en este artículo es suficiente para catalogar a su autor en la extrema izquierda: Marcelino Berthelot, uno de los científicos e investigadores más insignes de Europa, racionalista, discípulo de Ernesto Renán, que en vida recibió los homenajes más calurosos de casi todas las Academias del mundo, y al extinguirse su privilegiado cerebro Francia le rindió máximos honores depositando sus restos en el Panteón de Hombres Ilustres. Berthelot nació en París el 25 de octubre de 1827 y falleció en esa misma capital el 18 de marzo de 1907, después de haber sido senador y ministro de Instrucción pública. Seguramente que Ramiro de Maeztu no volvió a citar el nombre de Berthelot en el resto de su vida, dedicada a ensalzar a los políticos que odiaron más a los racionalistas franceses.

En ese mismo año de 1912, también en la revista "Vida Socialista", y en ocasión de la Fiesta del Trabajo, hay un pensamiento de José Verdes Montenegro, que en el Instituto de Segunda Enseñanza de Alicante desempeñaba la cátedra de Psicología, Lógica y Ética, titulado "Nuestra religión":

«Los hijos de la revolución burguesa llegaron al deísmo y a lo sumo, como un chispazo, al culto de la razón, modelado en los antiguos ritos. En cuanto a nosotros, si se nos preguntara si somos religiosos, diríamos que sí; pero si se nos dijera con cuál religión estamos conformes, contestaríamos que con ninguna religión positiva e histórica, sino con aquella que surge de la condición actual del mundo en que la solidaridad humana y el ansia redentora es mucho más potente que en ninguna otra edad. Mas tened presente que esa solidaridad de que habló nada tiene que ver con los errores del espiritismo, ni esa redención real no es más que la naturaleza y el ideal de la humanidad. Cada hombre forja su dios: si es rencoroso, hace un dios de las venganzas; si siente la piedad, hace el dios de las misericordias; y en todo lo mismo. Es lo que decía Empédocles, el filósofo griego: "Si los bueyes tuvieran dioses, su dios sería un buey."»

En realidad, puede decirse que José Verdes Montenegro y Montoro fue el primer intelectual digno de ese nombre que se afilió a nuestro Partido. Ya lo era cuando tomó posesión de su cargo

de catedrático del Instituto de Orense, de donde fue trasladado al de Alicante a fines del siglo pasado por presiones del obispo orensano, a quien no le hacían ninguna gracia las propagandas de Verdes cerca de los trabajadores de aquella capital gallega.

En la provincia de Alicante intervino frecuentemente en actos de propaganda, generalmente conferencias. Fue candidato a diputado a Cortes por la circunscripción alicantina y candidato a concejal, sin obtener la victoria, porque por entonces ni eran puras las elecciones ni los trabajadores se interesaban por las luchas electorales ni nuestro Partido había conseguido abrir brecha, exceptuando Elche, Alcoy, Villena y Alicante. Verdes colaboraba en la prensa socialista, singularmente en "El Mundo Obrero", que publicaban las organizaciones de la citada capital levantina.

En 1895, Verdes tradujo "Socialismo y ciencia positiva", de Enrique Ferri, cuya versión original salió en Italia en 1894. En 1905 publicó la segunda edición de este libro, muy interesante, y al final insertó una lista de veinticinco obras cuya lectura recomendaba a sus camaradas de ideales. Por entonces dio a la estampa "De mi campo", libro que es lástima haya desaparecido de nuestras estanterías. De él se hicieron dos ediciones, pero es difícil encontrar hoy ejemplares, fuera de las Bibliotecas oficiales, donde tal vez se conserve.

Fue autor de un "Boceto de Ética científica", elogiado por Giner de los Ríos, y como libro de texto tenía "Apuntes de Psicología científica". Hay otro libro suyo, "Errores económicos", y tradujo del alemán, que conocía perfectamente, el célebre "Anti-During", de Federico Engels, del que posteriormente hizo otra traducción la editorial Centit, de tendencia comunista.

Verdes fue alumno de Salmorón, con quien coincidió en política, y hasta que, después de una conferencia de controversia desarrollada en el Fomento de las Artes, de Madrid, en que intervinieron socialistas como Matías Gómez Latorre, Verdes intimó con éste, con Morato, García Quejido e Iglesias, y terminó por ingresar en la Agrupación Socialista Madrileña.

Jaime Vera, naturalmente, era afiliado al Partido mucho antes que Verdes —como que fue fundador—, pero sus actuaciones carecieron de método y continuidad. Las de Verdes, no. Siempre estuvo en su puesto, aunque siempre con singular modestia. Estaba casado civilmente y tenía sin bautizar dos hijas que le nacieron en el matrimonio y que fueron su gran preocupación, por lo encariñado que estuvo con ellas. Entre nosotros pasó por marxista, sin que jamás alardeara de ello en las disertaciones o en sus escritos. Yo debo a Verdes lo mejor de mi formación espiritual. Su mayor preocupación era aconsejar y orientar a los jóvenes socialistas, de los que se consideraba profesor y camarada paternal. Verdes cultivaba la ironía con gracejo singular.

Conservo varias cartas de Verdes Montenegro de los años en que yo estuve encarcelado, en virtud de sentencias de tres Consejos de Guerra, por aplicación de la ley de Jurisdicciones. En una de ellas, precisamente cuando le invité a colaborar en "Acción Socialista", en 1914, aceptó aceriolo, pero advirtiéndome que tal publicación no debería significar separación de la disciplina del Partido. No sólo no tenía esa significación, sino que el artículo de entrada le firmaba semanalmente Pablo Iglesias.

La observación de Verdes Montenegro no era ociosa, porque ya empezaban a dibujarse entre ciertos jóvenes ateneístas madrileños ambiciones desmedidas y propósitos de perturbar el Partido, singularmente, decían, para dar paso a los jóvenes... Digamos, porque es la verdad, que ninguno de aquellos iconoclastas hizo nido entre nosotros y casi todos cambiaron de chaqueta en varias etapas, según soplabla el viento. El Socialismo no es ideal de jóvenes o de viejos. Es un ideal de HOMBRES capaces de saber sacrificarse por él, si llegara el caso.

Ginebra, septiembre de 1965.

Carta póstuma al compañero Gabriel PRADAL

«Joven padre caído con la flor en el pecho.»

Pablo Neruda

CON CINCELADA sobria, García Duarte, que le quería bien, lo ha descrito como un hidalgo espíritu que animaba su materia que yo le creía inmortal. Esta es la razón de no haber contestado todavía su última carta, fechada en Villejuif el 5 de julio de este año. «Ahora dicto para usted estas palabras desde mi cama de un hospital de París, donde me han extraído un riñón el día 18 del mes pasado.» Enjuto y sobrio como la encina, nerviosa su palabra siempre alerta, con esa elegancia desaliñada de que nos habla Antonio Machado en su autorretrato, el ojo escrutador y la mirada de marino, fue para quienes tuvimos la suerte de acercarnos a él, compañero, padre y hermano. Llevaba los años sobre sus espaldas como si fueran rosas. Nunca pudimos considerarle viejo. Creíamos volver a verle a la vuelta de la esquina, sentarnos con él en la Redacción de nuestro semanario y charlar de cosas que nos eran comunes. Pocos hombres habrán marcado nuestra vida con raíces más hondas y casi sin enterarnos. El secreto de su sabiduría reside en una modestia nunca buscada, en un horizonte abierto a la luz de todos los meridianos, en una humanidad tan entera que recuerda el perfil de las viejas efigies de Roma.

Se nos ha ido para siempre y sólo ahora sentimos el vacío que nos deja. Acaba de abrazarse a la tierra y ya se confunde con su aroma. Ya no llegará hasta él mi palabra apasionada, mi voz convertida en abrazo infinito e interminable. Gabriel Pradal se ha extinguido en el destierro y

la tierra que le cubre se ha convertido en un pedazo de la España que nunca le abandonó. Los compañeros de Ginebra lloran su muerte incomprensible, su recia arboladura, su estampa de hidalgo luchador. Al arquitecto de los humildes y desheredados, al comisario del acorazado "Jaime I", al "Pericles" de los mejores reportajes que se han escrito desde la emigración, al compañero, padre y hermano decimos: hasta pronto.

Después de esta noche interminable, cuando el sol de la madrugada nos ciega nuevamente, a hombros llevaremos los restos inmortales de Gabriel, de Francisco, de Antonio, de César, de los que un día murieron para que nunca más muera la Libertad.

El dolor sólo se comparte en la medida en que es fruto de una experiencia común. Pero aun compartido, es indivisible. Sé por tanto que nuestro dolor no aliviará el que pesa en estos momentos sobre el corazón de los hijos de nuestro entrañable compañero. Sin arrancarles nada de lo que es suyo, que nos permitan a quienes lloramos su muerte como si fuera la de nuestro propio padre unas palabras de esperanza. El recuerdo de Gabriel Pradal perdurará en nosotros y su bondad germinará en nuestros hijos y nietos, y de este dolor y de esta esperanza alumbrará un futuro de justicia.

Cuando el Socialismo sea nuestro pan cotidiano y ondee su bandera en la Almería natal y en cada una de las Casas del Pueblo de todas las aldeas españolas, sabremos que ello ha sido posible porque hombres como Pradal murieron un día en tierras del exilio.

José CARDONA

FERROVIARIAS

Hace pocas semanas el Presidente del Consejo de Administración de la RENFE, don Carlos Mendoza, hizo unas declaraciones al corresponsal de "ABC" de la bella Easo, relativas a los nuevos coches para viajeros incorporados al servicio; del plan de modernización que en breve va a entrar en su segundo año de vigencia y también del propósito de disminuir los gastos y aumentar los servicios.

Pero lo más sorprendente de cuanto dijo al citado corresponsal fue que el déficit de la RENFE había disminuido el pasado año en mil doscientos millones de pesetas, cantidad astronómica para cualquier agente de la Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles, aunque no importante para ésta. No deja de tener mérito tal disminución, pues la constitución de tan importantísimo conjunto de Compañías ferroviarias de ancho normal, el Consejo de Administración y los señores directores que se han sucedido en el tiempo, han visto crecer la deuda de la RENFE constantemente; aunque han hecho trabajos para disminuirla, recurriendo al recurso del aumento de tarifas, por lo visto, siempre insuficientes, incluso con el grande de 1959, que más bien produjo disminución en el tráfico.

Continuando las declaraciones del señor Mendoza seguidamente dice que el personal ha sido reducido en diez mil agentes y que la mecanización prescindirá de veinte mil más. Estas declaraciones deben haber agudizado la inquietud de los ferroviarios, presuntos jubilados, sencillamente por ser el retiro que perciben insuficiente para compensar los gastos del subsistir diario, ¡del más elemental subsistir!

El señor Mendoza, conociendo la cuantía de las jubilaciones actuales, no ha dicho nada a este respecto, lo cual aumentará la gran preocupación de los ferroviarios jubilados y próximos a

serlo. Como el aumento de los artículos de comer y de vestir es continuo, ante la perspectiva de penuria, no les va a quedar más solución a estos esforzados trabajadores del carril que pedir limosna y pedirla en las iglesias de España, ¡que no van a bastar!, ya que dentro de breve plazo serán treinta mil los jubilados que, naturalmente, se sumarán a los ya existentes.

Gracias a Dios que son muchas las iglesias, y bastantes amplias y bellísimas, para que en el atrio de cada una puedan situarse los ferroviarios retirados y pedir limosna que, en este caso la recibirán con verdadera unción y los donantes la darán con auténtica satisfacción por el bien que harán a las víctimas de la Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles y para castigo del Sindicato Vertical del Transporte que, por no haber cumplido su cometido, no se tiene de pie.

Antonio HERNANDEZ VIZCAINO
Secretariado Profesional de Ferroviarios y Transportes

JUVENTUDES SOCIALISTAS

KASSEL

En Kassel, el pasado 26 de septiembre, las Juventudes Socialistas organizaron un acto de proselitismo. Habló un conferenciante de las Juventudes Socialistas, quien desarrolló el tema: «Después de Franco, ¿qué?»

La conferencia estuvo animadísima y algunos asistentes formularon el deseo de recibir publicaciones socialistas.

El acto estuvo presidido por el Secretario General del Comité local de esta Sección. — C.

GRUPO DE ESTUDIOS «PABLO IGLESIAS» DE BURDEOS IMPORTANTE CONFERENCIA

El domingo, 24 de octubre, a las diez y media de la mañana, en su domicilio social, café "Victor Hugo", el compañero Paulino Barrabés, disertará sobre el tema: **Las Conferencias del reciente Curso de la Escuela de Verano: Su alcance y enseñanzas.** Como director de la Escuela, el compañero Barrabés ha podido apreciar directamente y con especial interés la importancia de los diversos temas explicados en los cursos de la Escuela. Una síntesis de cada uno de esos temas representará su conferencia, a la que son cordialmente invitados cuantos compañeros y simpatizantes, y muy especialmente la juventud, sienten interés por capacitarse y afirmar al mismo tiempo la acción cultural del Grupo "Pablo Iglesias".

U. G. T.

DECAZEVILLE

Como estaba anunciado, el domingo, 19 de septiembre, el compañero Avelino F. Rocés, de la Sección de Toulouse, que compartió la delegación de Decazeville con otros compañeros de la Sección, en el Congreso de la U.G.T., informó ante ésta, reunida al efecto, en cumplimiento del mandato dado a dicha delegación y de los acuerdos que en nuestro Congreso se adoptaron.

El compañero Rocés nos tuvo entretenidos durante hora y media con una charla amena e interesante, en la que a través de su exposición no podía ocultar el optimismo que en él habían despertado las deliberaciones que presencié, cuyo optimismo, sin decirlo, deseaba inculcar en los allí presentes.

De forma sucinta, nos informó de las materias elaboradas en este IX Congreso, promotor hoy de grandes esperanzas, que sólo nuestra constancia en la lucha puede transformar, a no tardar, en grandes realidades.

Criticó la inmoralidad política del régimen que padecen en el interior, critica que la funda en importantes documentos que les fueron presentados.

Expuso con claridad los grandes beneficios que para España y la clase obrera aportará la Alianza Sindical y recaló que es deber de todos apartar los obstáculos que se opongan a su realización e ir a la constitución de este organismo en todo el territorio nacional. El funcionamiento de la Alianza Sindical en aquellos lugares donde ha sido posible su formación, es satisfactorio y ello nos debe servir de estímulo a todos para continuar nuestra obra.

Sin quitar importancia a los acuerdos recaídos, el compañero Rocés solicitó de todos la máxima atención para cuanto a la Alianza Sindical se refiere impulsando toda idea que tienda a fortalecer su formación, a establecer relaciones con otros compañeros de otras sindicatos que amen la libertad y la democracia.

El amigo Rocés fue muy aplaudido y de su informe nuestra Sección guardará grato recuerdo. — J. Alvarez.

MARSELLA

En asamblea general extraordinaria celebrada por esta Sección el domingo 12 de septiembre, los compañeros Felipe Arráez, Vicente Nubiola, Juan Gutiérrez y Raimundo Soler, que componían la delegación al IX Congreso de la U.G.T. en la expatriación, dieron cuenta de su gestión en tan importante comicio, gestión que fue aprobada por unanimidad. — C.

BURDEOS

Se convoca a los afiliados de esta Sección a la asamblea general que se celebrará el domingo, 31 de octubre, en el domicilio social, Victor Hugo, a las diez de la mañana. En el orden del día: Nomenclatura de la Mesa de discusión; Lectura actas reuniones anteriores; Correspondencia y gestión del Comité; Movimiento de afiliados y gestión Tesorería; Alianza Sindical, y Ruegos, preguntas y proposiciones. ... El Comité:

LETRAS DE LUTO

El día 23 de agosto falleció, a los 62 años de edad, **Victoriana Zapater**, esposa de nuestro querido compañero Alberto Pons y madre de nuestros compañeros Alicia, Germán, José y Alberto.

Esta mujer estoica y admirable que después de sufrir no pocas vejaciones en Alcañiz, su pueblo natal, donde su marido había sido fundador de nuestras organizaciones y activo militante, había conseguido evadirse de aquel infierno en 1947, para reunirse con su marido, una terrible enfermedad, le ha arrebatado la vida cuando todo le sonreía entre los suyos, hundiéndolo en el dolor.

Al entierro, que fue civil, cumpliendo su voluntad, acudieron numerosos compañeros y amigos. Reciban su esposo e hijos nuestro más sentido pésame y que descanse en paz. — C.

Tras larga y penosa enfermedad ha fallecido en Toulouse, a los 55 años de edad, el compañero **Justo Gutiérrez**. Afiliado desde muy joven a las Juventudes Socialistas y a la U.G.T. de Bilbao, para pasar poco después al P.S.O.E., el compañero Gutiérrez contaba, a pesar de no ser de mucha edad todavía, cuarenta años de afiliación a nuestras organizaciones, a las que siempre prestó, en España y en el exilio, su colaboración y ayuda desinteresada e incondicional. Desde el primer día del alzamiento militar se enroló en las fuerzas republicanas, en los batallones de la U.G.T. de Vizcaya, siendo hecho prisionero por los facciosos en Santoña, a la caída de Bilbao.

Incorporado por fuerza en el ejército franquista, pronto halló la ocasión de desertar a la zona republicana para continuar en ella la lucha en los puestos que siempre le fueron designados.

La vida del compañero Gutiérrez estuvo llena de avatares penosos; a su entrada en Francia, al final de la guerra civil, fue internado en un campo de concentración para pasar después, esta vez capturado por los alemanes, al campo de la isla de Jersey, en donde contrajo su enfermedad. De esta isla consiguió evadirse para llegar hasta Toulouse, en donde tomó parte en la reconstitución clandestina de nuestras organizaciones bajo la ocupación nazi.

El compañero Justo Gutiérrez era uno de esos militantes anónimos, salido de aquella cantera inagotable que engrosaba las filas del Partido, de la Unión y de las Juventudes, que sin publicidad, sin alardes y sin ambiciones, modestamente en cuanto a su persona, pero con gran largueza al ponerla al servicio del Ideal, estaba siempre dispuesto a cumplir con la obligación que se le señalara.

Su entierro fue una sentida manifestación de duelo a la que concurren gran cantidad de compañeros y amigos. En nombre de ellos y en el de las Agrupaciones de Toulouse, expresó su pésame en el cementerio el compañero M. Rodríguez.

A la viuda, a sus hijos, a sus hermanos, entre ellos a Teodoro, viejo militante de la Sección de Toulouse, y a todo el resto de la familia les acompañamos sinceramente en su profundo dolor.

P. S. O. E.

SECRETARIADO FEMENINO

MUJERES SOCIALISTAS

Y GRUPOS FEMENINOS

El IX Congreso del P.S.O.E. acordó por unanimidad crear el Secretariado Femenino. El Congreso dio con ello la medida del alto interés que concede el Partido a la acción de las mujeres en la vida política y social de España.

Bien, ¿y ahora, qué? El Secretariado ya se ha constituido, funciona y lo integran una compañera secretaria y dos vocales. Lo tenemos que recordar porque pocas son las Secciones que se han dado por enteradas y que han comprendido cuál debe ser el papel de las mujeres en el seno del P.S.O.E.

El Secretariado tiene su misión especificada en el acuerdo, pero esa misión no tendrá razón de ser si no se han constituido los Grupos Femeninos en las Secciones locales.

Las Secciones donde haya afiliadas, muchas o pocas, deben constituir un Grupo Femenino y empezar a trabajar...

¿Qué hay que hacer?

— Desarrollar la formación político-social de las mujeres, es decir, promover regularmente reuniones donde se estudien los problemas femeninos.

— Responsabilizar a las mujeres del Partido de los asuntos que competen a la mujer especialmente.

— Llevar a cabo una propaganda dirigida a la mujer.

Esto, cara al exterior, pero creemos que es indispensable subrayar que la labor de la Mujer Socialista debe también plantearse en el terreno interior.

Las mujeres socialistas deben, dentro de las Organizaciones, cambiar mentalidades y conseguir que todos los hombres socialistas vean en sus camaradas, no el ser frágil o frívolo (según los casos) a quien no se le pue-

de conceder la condición o el derecho de militante con todo lo que la palabra significa.

Tienen que transformar la mentalidad femenina, lo que significa que la socialista se convenga de que ningún lugar ni tarea del Partido le queda vedado, que dentro del movimiento socialista la mujer no reivindica ningún privilegio o derecho por ser "hembra", sino que propone soluciones realistas a problemas concretos, por ser socialista.

Y no sería justo olvidar de resaltar el dilema que se plantea a la mujer cuando debe cumplir con su papel de madre de familia y de militante. La mujer socialista debe saber compaginar su actividad política y sus atribuciones dentro del hogar, sin perjudicar esto por aquello.

Si desde el principio cada socialista, hombre o mujer, se percató de que los Grupos Femeninos no son una organización más dentro del P.S.O.E. sino medio para lograr que las mujeres se integren al movimiento socialista, no dudamos de que rápidamente los Comités locales:

- Reunirán a las mujeres.
- Que las compañeras elijan sus responsables.
- Que prestarán una especial atención a este trabajo, logrando realizar lo que más arriba hemos detallado.

Buen trabajo y recordar el domicilio del Secretariado Femenino:

31, rue du Général Beuret
Paris-XV

LA SECRETARIA

P.S.—Hemos editado un informe sobre el Congreso de las Mujeres Socialistas noruegas, al que asistieron las Mujeres del P.S.O.E.

Las Secciones interesadas por ese trabajo lo solicitarán al Secretariado.



On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement en frères vous rendre un peu des teusement de vous ravir. moyens que l'on vient hon- Georges BRUTELLE. Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, al menos de los medios que t'a n vergonzosamente os acaban de quitar. Georges BRUTELLE. Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

La démocratie et l'Afrique

LES NEGOCIATIONS de Londres, entre la Rhodésie et la Grande-Bretagne, ont échoué, et l'échec paraît devoir conduire à la déclaration unilatérale d'indépendance de la colonie africaine. Dans ce conflit, il s'agit de savoir si les 240.000 Blancs conserveront leur suprématie sur les quelque 4 millions de Noirs du pays ou s'il faut concéder à ces derniers la possibilité d'accéder au pouvoir. Au fond, le problème qui se pose est celui de la démocratie en terre africaine.

Ce problème se posait déjà sous une forme différente dans les anciennes colonies libérées. Au cours de la lutte pour la libération, les populations africaines s'étaient rassemblées dans un grand mouvement de lutte anti-coloniale. A cette époque, ces mouvements unitaires s'étaient attendus à connaître — une fois libérés — un progrès sensible dans tous les domaines. L'indépendance du pays devait leur apporter rapidement une élévation rapide de leur niveau de vie.

Maintenant encore, la propagande communiste affirme qu'une fois devenus souverains, les anciens pays coloniaux pourront, au cours d'une génération, ériger une société socialiste. Un des leaders des socialistes indiens écrivait, il y a quelque temps, qu'ils s'étaient naïvement bercés dans l'espoir qu'une fois les Anglais partis, leur pays connaîtrait, non seulement la liberté, mais aussi le bien-être. Aussi, leur désillusion fut profonde lorsqu'ils se rendirent compte que l'élévation du niveau de vie ne serait le résultat que d'un long et difficile effort ultérieur.

En Afrique, une désillusion pareille se produisit un peu partout. Au contact brutal avec les nouvelles réalités, les dirigeants des pays libérés se rendirent compte qu'ils ne pourraient pas satisfaire les aspirations des masses. Il s'avéra même que, traditionnellement divisés en tribus et clans, les Africains ne pouvaient que difficilement se hausser à des vues générales et constituer des groupements correspondant aux organismes nationaux européens.

Aussi firent-ils vite appel à des méthodes dictatoriales. Au Ghana, N'Krumah, « le grand rédempteur », introduisit le parti unique, interdit toute opposition et mobilisa la population, selon les méthodes chinoises, en vue d'exécuter de grands travaux. Une des premières mesures fut celle de transformer les syndicats libres en organismes d'Etat.

La méthode de N'Krumah fut suivie un peu partout. Kenyatta l'introduisit au Kenya et Nyerere en Tanzanie. En même temps, cette méthode fut présentée comme une forme de démocratie particulière à l'Afrique. Depuis, les dirigeants des pays africains ne cessent de proclamer que leurs méthodes ne sont pas dictatoriales et que le parti unique, tel qu'ils le conçoivent, accepte l'existence d'une opposition en son sein. Même dans les pays occidentaux, certaines vues ont été exprimées en ce sens.

Il y a, dans ces théories, africaines ou occidentales, une base plus que discutable, à savoir l'incapacité des Africains d'appliquer les méthodes démocratiques européennes. Certes, le niveau d'instruction et le retard économique rendent difficile le fonctionnement d'institutions démocratiques. Mais l'Europe ne les a pas non plus connus depuis toujours. Au début de la démocratisation, l'Angleterre a connu les « bourgs pourris » et la France les listes officielles. Cela ne les a pas empêchés d'arriver au degré de maturité politique actuelle. Mais, pour y parvenir,

il a fallu que des libertés existent et que la population puisse faire l'expérience pratique de la démocratie. Il en va de même chez les jeunes pays africains. Ce n'est pas en interdisant les syndicats et les partis politiques que les masses parviendront à la maturité politique. Tout comme les Européens, les masses africaines ne parviendront à la maturité politique que grâce à la pratique de la démocratie. C'est pourquoi les dictatures, qu'elles soient autoritaires, comme au Ghana, ou paternalistes, comme en Tanzanie, ne peuvent que retarder l'évolution vers la démocratie. Celle-ci n'a pas besoin d'être nécessairement une copie de celle créée en Europe, mais elle ne peut arriver à une véritable forme africaine qu'en permettant aux masses de participer à la vie politique, ce que la dictature empêche.

La Rhodésie vient poser un nouveau problème politique en Afrique. Une minorité blanche peut-elle, à la longue, imposer sa volonté à une majorité noire ? L'exemple de l'Afrique du Sud montre à quelles méthodes une telle politique doit avoir recours. Et il n'est pas dit que de nouveaux pays de dictature des Blancs puissent s'assurer la stabilité des partisans de l'Apartheid.

De toute manière, la politique de Ian Smith et de ses amis montre combien peu la terre africaine est propice à la démocratie. Et les Anglo-saxons rhodésiens ne donnent certainement pas le bon exemple à leurs concitoyens noirs. Il ne faudra donc pas s'étonner si ceux-ci devaient avoir un jour recours à des moyens de libération qui ne s'inspirent pas des grands principes de la démocratie.

Servan VOINEA

Un informe del Banco de Bilbao

Las desigualdades de la renta nacional

MIXTIFICACION

ESTADISTICA

Una de las desigualdades más impresionantes que en la distribución de la renta nacional se registra en España consiste en las enormes diferencias que existen entre las provincias mejor dotadas de renta y las que perciben una cuota inferior, no solamente comparándolas con las mejor favorecidas, sino incluso confrontándolas con el promedio nacional.

Ya hemos subrayado varias veces que el promedio nacional de renta por habitante es una de las mixtificaciones más grandes con que el régimen franquista intenta engañar a la opinión pública.

¿Es menester advertir que el promedio de renta nacional por habitante en 1962 ó 1964 no quiere decir que todos los habitantes de España percibieron esa cuota de ingresos, ni que el incremento de un año al otro refleja en realidad el aumento de ingresos experimentado por todos los españoles ?

DESIGUALDADES

Todo esto viene a cuento porque la prensa española recoge, extractándolo, y lo comenta ampliamente el informe que el Banco de Bilbao publica todos los años — desde hace cuatro — sobre la renta nacional y su distribución.

Estos estudios aparecen con notable retraso. El último elaborado por el Banco de Bilbao

se refiere al ejercicio de 1962, año durante el cual la renta industrial no fue muy brillante, mientras que fue excelente la renta agrícola.

De los datos que de tal informe publica la prensa española se desprenden hechos que conviene destacar y comentar.

Por ejemplo, siendo la renta nacional, por habitante, 24.496 pesetas en 1962, sucede que sólo quince provincias tuvieron una cuota superior a ese promedio, yendo a Vizcaya (con 38.717 pe-

Cáceres con 13.860 pesetas "per cápita".

SUPOSICIONES

Si los habitantes de Vizcaya percibieron, de verdad, 38.717 pesetas por habitante en 1962 y Orense quedó en 11.127 pesetas, tendríamos una tremenda desigualdad en el reparto de la renta nacional, resultando que los más que los orensanos.

Nadie comprendería semejante desigualdad en un país como España, que es oficialmente católico y tiene un Jefe de Estado designado por el dedo índice de la divina Providencia, salvo, claro está, que la Providencia tenga en mucha estima a los vizcaínos y desprecie y maltrate a los orensanos, no obstante haber contribuido éstos de manera tan feraciente a la "liberación" de la zona norte en la ya casi vieja y casi olvidada guerra civil.

LA REALIDAD

ES OTRA

Es evidente que la realidad no es la misma. No es la misma, sobre todo, para los trabajadores. Suponiendo que sea verdad que salario mínimo para todos los españoles es de 60 pesetas, tendríamos que si los obreros de Orense ganaron 60 pesetas por día de trabajo, los vizcaínos habrían percibido por la misma causa 60 por 3,4, igual a 204 pesetas.

Vayamos ahora a Vizcaya y busquemos con una de las lámparas más modernas, incluso con la asistencia de la colaboración eficazísima de la policía de don Camilo, un obrero que haya ganado ese maravilloso salario todos los días laborales del año de 1962.

Si lo halláramos tendríamos que apuntarle un milagro más al Cristo de Limpia o al ánima austera, adusta y milagrera de San Ignacio de Loyola, que, por encargo de la Providencia, vela, sin duda, por la prosperidad del País Vasco.

OBRA DE SOLIDARI-

DAD NACIONAL

No pretendemos que todas las provincias sean igualmente ricas ni pensamos que, hoy por hoy, se puedan igualar las rentas del trabajo; pero son terriblemente injustas las diferencias señaladas y los españoles, el día que puedan concertarse libremente, democráticamente para la gran empresa de forjar el bienestar de todos los habitantes de España, ahí tienen una de las tareas más apremiantes, más humanas y más en el corazón de la solidaridad nacional.

★ El Canadá va a votar

EL CANADA votará el 8 de noviembre próximo. Es el primer ministro liberal Lester Pearson quien ha decidido avanzar la fecha de las elecciones legislativas, con la esperanza de dar a su partido la mayoría absoluta en el Parlamento.

Los observadores consideran que tienen bastantes probabilidades de éxito ya que la economía canadiense está en plena prosperidad, nuevas leyes sociales han sido votadas y los impuestos han disminuido. En período de expansión, el Canadá no tiene más que una sombra importante en la economía: los precios suben.

Nuevas formas de imperialismo

Un empréstito de 37 millones de dólares para la ganadería española

A MEDIADOS del pasado mes de septiembre, en Washington, la Cooperativa española "Coes" y el Gobierno estadounidense — representado por su ministro de Agricultura, señor Freeman — se firmó la concesión de un crédito de 37 millones de dólares (2.220 millones de pesetas). Se trata — según parece — de un crédito a largo plazo para que la "Cooperativa Española de Comercialización de Productos del Campo" contribuya al programa de desarrollo ganadero.

Para destacar la importancia de este acuerdo, se subraya que el monto del empréstito es cerca de cuatro veces mayor que la cantidad consignada por el Plan de Desarrollo para la mejora ganadera en el cuatrienio 1964-67, cantidad que, como es sabido, se cifra en seis mil millones de pesetas. No carece de singularidad que el Gobierno estadounidense, aunque en forma de crédito, conceda mayor ayuda financiera que el Gobierno español al desarrollo ganadero.

Se dice que "Coes" agrupa a más de 250.000 campesinos. Es de suponer que los títulos de Cooperativa y de campesinos tengan un sentido más metafórico que efectivo.

Con el empréstito de los Estados Unidos se mutaron en realidad los proyectos de construcción de nuevos silos para piensos, centros de recepción de ganado, «mataderos frigoríficos en origen», granjas experimentales, «red frigorífica de transporte», fábricas de piensos compuestos, etcétera, etcétera, «en un plan de cuatro años, cuya iniciación será inmediata». Nada sabemos de lo que se esconde tras esos etcéteras y es buena lástima que no se nos diga.

El ministro yanqui subrayó «con particular énfasis» su satisfacción de «participar en este acuerdo de tan amplia envergadura», «haciendo resaltar que el convenio es recíprocamente ventajoso para los Estados Unidos y España». (El convenio ha sido concedido en virtud de la aplicación del título cuarto de la ley pública 480 y es la primera vez que se aplica de manera tan importante, pues sólo fueron concedidos otros

dos préstamos de este estilo y por cantidades inferiores a los dos millones de dólares.)

No hay duda que la "Coes" obtiene grandes beneficios con el empréstito en cuestión. Es posible que el Plan de Desarrollo consiga también resultados. Demos como cierto que la ganadería española salga gananciosa y que la comercialización de los productos del campo se modernice y se racionalice.

Pero ¿cuáles son las ventajas para los Estados Unidos ? Aun suponiendo que el empréstito dé réditos substanciales, no creemos que hayan sido éstos el móvil de la concesión del empréstito. La reciprocidad para los Estados Unidos tiene forzosamente que tener otro aspecto. La prensa internacional se ha hecho eco de un proyecto del presidente norteamericano, consistente en prestar ayuda a los pueblos que deseen acelerar el desarrollo agrícola; pero con una condición, la de convertir a los Estados Unidos en la despensa del mundo, en el almacén de alimentos para el futuro inmediato, ya que los agoreros meteorológicos vaticinan para 1970 un año de escasez y de hambre para los pueblos sin provisión, sin reservas alimenticias y sin medios para comprarlas. Entonces, los Estados Unidos ayudarán a los necesitados, pero los ayudarán también someténdolos a condiciones dictadas por el amo de la despensa.

¿Acaso hay que colocar en esa perspectiva imperialista y garbancera la ventaja de los Estados Unidos esperan obtener con el empréstito concedido a "Coes" ? Si fuere así, ¿cuáles serían las ventajas para España ? Podría suceder que los beneficios de la modernización y desarrollo de la ganadería no diera otro resultado para los españoles que ver acrecerse los beneficios de la supuesta Cooperativa y saber que en España, más colonizada y cómplice de los yanquis, se fabrican buenas conservas y excelentes chuletas para que los Estados Unidos las discriernan a los pueblos dispuestos a dejarse colonizar por el estómago.

Asamblea Extraordinaria del Movimiento Europeo, Cannes, 1/3 Octubre 1965

170

Significación general, recogida por toda la información periodística: Un acto de afirmación de Europa, unida y supranacional, y una oposición violenta y brutal contra la política de De Gaulle, en cuya actitud se han distinguido, principalmente, los numerosos franceses intervinientes.

Vamos con la significación específica, de carácter español y vasco.

Lo español.

Una semana antes de la fecha señalada para el encuentro en Cannes, se presentó en París el Sr. Gil Robles, en coincidencia con el Secretario General del Movimiento Europeo, Van Schendel, para pedir la dimisión del Sr. Llopis como miembro del Ejecutivo europeo por designación del Consejo Federal y en representación de España. Van Schendel, que se ha caracterizado hasta ahora por su actitud benevola y amical para el Sr. Gil Robles, rechazó la sugestión, molesto y airado. "La única representación de España en el Movimiento Europeo es el Consejo Federal y la designación del Sr. Llopis, para cubrir la vacante producida por la dimisión del Sr. Madariaga, es firme y eficaz. Ni hablar de ello".

Gil Robles se proponía cubrir él la vacante de Madariaga y sustituir por la Asociación Española de Cooperación Económica (A.E.C.E.) de Madrid, al Consejo Federal, en representación de España. Volvió a Madrid Gil Robles y planteó el problema en el seno de la A.E.C.E. pidiendo que esta le designara para presidir la representación oficial de la misma en Cannes. La Junta de Gobierno de la A.E.C.E. por diez votos contra diez y dos abstenciones, le negó aquella representación. Gil Robles, indignado contra la A.E.C.E., envió a Cannes a un representante personal, el notario de Salamanca Sr. Ramos Armero. Este Sr. nos dijo que él es democrata y republicano, que su representación del Sr. Gil Robles es puramente personal, por los motivos antedichos, afirmó que era hombre de formación de izquierda, presentándose en Cannes acompañado de un jesuita joven, de paisano y de incognito, y de una secretaria belga, no mal parecida. La A.E.C.E. por su parte ha enviado a Cannes una comisión compuesta de media docena de personas, presididas por Zulueta y con asistencia de Alvarez Miranda, Secretario de la A.E.C.E. y que es de los sancionados por haber estado en Munich.

En Cannes, la Secretaría del Consejo Federal, reunió, en primer término, a las tres asociaciones europeístas españolas que habían concurrido, aparte el Consejo Federal, para que se pusieran de acuerdo. Los de Madrid — todos monárquicos, de Union Nacional y A.E.C.E. — se quedaron perplejos al encontrarse con Turrullols, que les dijo, sin ambages, categóricamente, que él representaba al Seminario de Estudios Europeos constituido dentro de la Sociedad de Amigos del País; que esta sociedad tiene existencia multiseccular; que en la actualidad, los quinientos miembros que la constituyen ~~numerosa~~ son nacionalistas vascos; que el Seminario puede reputarse prolongación en el interior del Consejo Vasco por la Federación Europea que preside el Sr. Nardiz; que pensaban complexar esa organización en todo el país vasco; que adoptan las maneras adecuadas para poder manifestarse y actuar dentro del régimen; que para ellos la autoridad máxima era el Gobierno de Euzkadi; y que pensaban moverse mucho, trabajar mucho y mantener siempre su propia representación con su propio carácter. Frente a la Asociación Europea de Cooperación Económica de ~~Madrid~~ ~~Barcelona~~, a la que reputan los de Madrid poco más que hecha sobre el papel, ellos — los de Madrid — se reputaban seguros, pero frente a una asociación real, tangible, que se expresaba en tonos categóricos, con su propia significación, enmudecieron.

La Asociación de Barcelona envió a tres representantes, Prat Ballester, Manuel Riera y el sacerdote Sanabre. Estos dos últimos se nos manifestaron resueltamente catalanistas y antifranquistas. Prat Ballester por contra hizo desairado papel, pretendiendo la entrada de España en el Mercado Común, recogiendo el rechazo unánime de todos, hasta los de Madrid. A última hora, Prat Ballester quiso hablar, pidió la palabra, Faure se la dió, hizo el ridículo, la Asamblea le rebicó con choteos y aplausos, no le dejaron terminar sus palabras, suponemos que no volverá a aparecer en ninguna reunión europeísta, donde ha quedado descalificado.

Tres hechos pueden manifestarse, claramente destacados, en la representación española y en su actividad:

1. La presentación a la Asamblea de Llopis como sucesor de Madariaga

1.- La presentación a la Asamblea de Llopió, como sucesor de Madariaga en el Consejo del Movimiento general y felicitaciones de Van Schendel, que se lo manifestó muy expresivamente en mi presencia.

2.- La ausencia, que puede darse como definitiva, de Gil Robles, y la actitud diluida de la A.E.C.E.

3.- La presencia, con afirmación categorica, por todos reconocida, del Seminario de Estudios Europeos de Pamplona, sin el cual, ya, no podrá darse un paso en ninguna gestión referida al interior de España.

Los delegados españoles han sido numerosos. Varios de ellos acudieron por su propia cuenta, sin vinculación ni representatividad. Los grupos representados actuaron de forma diversa.

a).- El Consejo Federal reunió, en primer término, a los tres "grupos" representados: A.E.C.E. de Madrid, el de Barcelona y el de Pamplona. Conversación general. Despiste madrileño. Diferencias internas fundamentales en el seno del grupo catalán. Actitud categorica del de Pamplona, que se manifestó en relación con el Consejo Vasco, con el Consejo Federal, con el movimiento nacionalista vasco y con el Gobierno de Euzkadi. Ningún acuerdo sustancial.

b).- Se celebró después una reunión con todos los españoles que quisieron acudir. Fueron todos, menos los cuatro de Union Española que venían representando a la A.E.C.E. De los seis madrileños solamente acudieron los dos demócratas cristianos, Barros de Lis y Rojo. Prat Ballester propuso que nos propusieramos trabajar para que España, la España franquista, ingrese en el Mercado Común, por ser esa la mejor manera de democratizar el régimen. Se quedó solo y batido por todos los presentes, incluso por los dos compañeros de Barcelona, Riera y Sanobre el cura. Turrullols volvió a manifestarse como de costumbre. Barros de Lis habló extensamente. El notario de Salamanca se expresó reiterando sus términos. Pascual Tomás escribió muy bien. Sans se opuso a Prat, pese que ahora parecían mejor relacionados. Nada en concreto. Mucho hablar. Nada más.

c).- Los madrileños propusieron que cenáramos juntos. Así lo hicimos. Acudieron Sanabre y Riera, no Sans ni Sauret. Por nuestra parte Nardiz y yo, Llopió --que presidió-- y Pascual Tomás, Valera y Maldonado, Gorkin y alguno más que no recuerdo. Resultado práctico: ninguno. Los madrileños están absolutamente desorientados. Salimos juntos Valera, Maldonado, Nardiz, Gironella y yo. Gironella habló de llegar a un acuerdo con los grupos del interior para establecer un sistema de rotación, para cubrir los puestos de vocal permanente y secretario de la representación española en el Consejo central europeo. Nadie le hizo caso. Los restantes pensabamos que los madrileños no están para empujar.

Un almuerzo sirvió de reunión a la Union de Fuerzas Democraticas (U.F.D.) con asistencia de Llopió, Tomás y un socialista del interior (de Santander) que se han traído al congreso, Vakeña, Maldonado y Macriño, republicanos, Barros y Rojo, demócratas cristianos madrileños (de la U.D.C.), Ibañeta (Galicia), Nardiz e Irujo. Mucho hablar. Nada nuevo. Muchas explicaciones de Barros sobre la crisis de la A.E.C.E. y Gil Robles. Nada nuevo. Rodó por entre los circunstantes el nombre de Areilza, sus actividades en Paris y en Euzkadi, sus articulos en Diario Vasco y Vizcaya, su proposito de restauración, con monarquía o sin ella, el dueto Canovas-Sagasta, reproducido en Areilza-Garrigues, las entrevistas de Areilza en Paris, Barcelona, etc. con personas de la oposicion... Llopió no manifestó haberse entrevistado con Areilza, con expresa autorización de la Ejecutiva, exigida previamente por Llopió a Areilza, y aceptada por este de manera expresa. Y entre otros comentarios fueron hechos los referidos al intento de Areilza de entrevistarse con el Presidente Leizaola, que no llegó a efecto por haberse este negado a la entrevista. Barros no pareció dar demasiada importancia a estos escarceos. Los restantes no hicieron manifestaciones.

Nardiz está disgustado, muy disgustado, de la manera que ha sido llevada la preparación de este congreso, relativamente a la participación vasca. Una nota escrita suya, que se adjunta, relaciona los motivos de este disgusto.

Entre los que concurrieron a Cannes se encontraba Iturriaga. Fué muy desagradable tenerlo que estar de lado, incluso por los vascos, a consecuencia de la neblina de desconfianza que le rodea. Conviene que casos de estos no se repitiesen. Iturriaga es hombre preparado. Conoce mucho...

Se adjuntan las Resoluciones aprobadas, con ciertas modificaciones de estilo, cuyo texto definitivo remitirán. En ellas se observa la reserva de la condición democrática de los países europeos que intenten formar parte de Europa, condición que fué reiterada por el Presidente en su discurso de clature.

'La presencia del Seminario de Estudios Europeos de Pamplona ha tenido un efecto extraordinario. Ello recomienda el que se trate de constituir entidades similares en las otras tres capitales. Esta es la lección más interesante que los vascos podemos deducir del Congreso de Cannes.

Paris 4/10/65

Bruselas, 28/9/65^{12A}

Querido Don Manuel

Sólo unas líneas para que no me guarde rencor. Apenas recibí su carta de Londres le envié una especie de informe sobre nuestras relaciones con los amigos de Madrid. Con el final de la carta llamada telefónica de Schendel anunciándole la visita de D. José María. Interrumpí el informe esperando poder dar conclusiones en lugar de limitarme a simples comentarios. J

ter cambiar opiniones y
comentarios.

Ente tanto reciba V.
todo el afecto - que bajo
mis apariencias de desorde-
nado y poco escritor -
guardo y guardare' siem-
pre para V.

Linell

consideraciones. En Paris, supe
que estaba V. al llegar. De
nuevo en Bruselas, tenía
que recomenzar el informe
i como el peligro de no
alcanzar a V. en Londres.
Además, el jaleo para com-
pletar la delegación del
Consejo a Cannes era de
lo más difícil y escabro-
so. Total que no llegué
a escribirle a V. No que-
ría que lo tomara / e
malos. Si V. acepta, a
Cannes podremos perder-
nos y pasar unos mo-
mentos juntos para in-

MOUVEMENT EUROPEEN ,
57b, av. d'Auderghem,
BRUXELLES 4.

*Acceptado con algunas correcciones
de estilo, que prometeran en su momento*

CC/P/I
Français

PROJET DE LA RESOLUTION I ¹²²

présenté par le Comité des Résolutions

Les faits ont démontré l'efficacité des institutions communautaires qui ont permis d'aller plus vite que prévu, ils ont démontré qu'un marché en voie d'unification apporte une expansion économique sans précédent, ils ont démontré aussi que sans unité politique, les pays d'Europe isolés sont hors d'état d'avoir une influence décisive sur les destinées du monde et sur la consolidation de la paix.

Tout ce qui a été édifié est menacé de la destruction et les espoirs de construction de l'Europe politique, dont les Communautés sont la pierre angulaire, risquent d'être gravement compromis.

Un gouvernement membre, en violation flagrante des Traités, refuse de participer aux séances du Conseil, et s'efforce de paralyser le fonctionnement des institutions communautaires dans le dessein affirmé de revenir aux tractations entre Etats souverains. Ce danger doit conduire les cinq gouvernements dont les convictions européennes sont notoires, non seulement à combattre chez eux les tendances nationalistes renaissantes, mais à établir un front solidaire de sauvegarde de la Communauté, sans rechercher sur le fond un compromis aussi dangereux qu'illusoire.

Le MOUVEMENT EUROPEEN, réuni en Congrès Extraordinaire

PROCLAME

Qu'il n'y a pas de salut ni de garantie d'avenir pour l'Europe hors du respect des Traités dans leur esprit et dans leur lettre,

et que, notamment renoncer au dialogue entre le Conseil

./.

et la Commission garante de l'intérêt général de la Communauté et de celui des États membres, ou proroger le droit de veto au delà des échéances fixées par le Traité de la C.E.E. serait une démission fatale, de nature à bloquer l'indispensable mise en place d'une politique économique et sociale commune.

DEMANDE instamment aux gouvernements

- a) de reprendre immédiatement les réunions régulières du Conseil qui doit prendre toutes les décisions, notamment sur les budgets, auxquelles, en vertu des Traités, l'absence d'un Etat membre ne fait pas obstacle;
- b) de procéder immédiatement en Conseil à l'examen des dernières propositions de la Commission Economique Européenne en vue de parvenir le plus tôt possible à une décision sur le règlement financier et sur les questions en suspens de la politique agricole;
- c) de veiller dans la désignation des membres de l'Exécutif aux garanties d'indépendance prévues par le Traité

IL AFFIRME SA CONVICTION

Que cette crise sera surmontée par la pression irréversible et convergente des forces qui le supportent et sa détermination d'accélérer le processus d'intégration et de démocratisation des institutions jusqu'à la création des Etats Unis d'Europe.

MOUVEMENT EUROPEEN ,
57b, av. d'Auderghem,
BRUXELLES 4.

*Una resolución, que en líneas generales
para la formación mirando a su
terza, a efectos de unificar unidos
y eso de tener) publicarla y sacarla*

CC/P/2
Français

PROJET DE RESOLUTION II

présenté par le Comité des Résolutions




LE MOUVEMENT EUROPEEN :

1. REAFFIRME son but qui est de promouvoir la cration d'une Europe économiquement et politiquement unie, comprenant toutes les nations libres de ce Continent, et capable de prendre sa place comme partenaire des Etats Unis sur un pied d'égalité et d'interdépendance.
2. SOULIGNE que, pour être à même de mener avec succès la concurrence avec le reste du monde, l'Europe devra concentrer et rationaliser la totalité des ressources de tous ses peuples et que, pour cette raison, il est essentiel d'élargir la Communauté Economique Européenne.
3. FAIT DONC APPEL aux gouvernements des Etats membres de la C.E.E. pour qu'ils s'efforcent de se mettre prochainement d'accord sur l'admission à la Communauté de ceux des autres pays démocratiques d'Europe, qui seraient prêts et capables d'assumer les obligations qu'impose le traité de Rome.
4. INVITE en même temps les gouvernements des Etats membres de l'EFTA à reconnaître que la division économique de l'Europe occidentale ne prendra fin que par leur adhésion à la C.E.E., et à fonder leur politique sur la ferme conviction qu'en temps voulu, ils en deviendront membres ou associés et à commencer immédiatement, comme acte de foi, à adapter leurs systèmes économiques à celui de la Communauté.
5. SOULIGNE que, pour exercer une influence effective dans le monde, les nations de l'Europe doivent être en état de parler d'une seule voix sur les questions de défense et de relations extérieures et qu'elles devraient commencer à faire les premiers pas vers l'intégration politique.

./.

6. EST CONVAINCU que l'union politique européenne, quoiqu'il soit trop tôt de décider de la forme précise qu'elle revêtira finalement, devra se fonder sur la Communauté Economique Européenne élargie.

 7. ADRESSE son salut aux peuples de l'Europe qui, par suite de leur régime politique, se trouvent à présent coupés du courant de la pensée et de l'action européenne, et attend avec impatience le jour où ils pourront pleinement se joindre à l'oeuvre de l'unification européenne.
-
- 

MOUVEMENT EUROPEEN,
57b, av. d'Audrghem,
BRUXELLES 4.

CC/P/3

PROJET DE RESOLUTION III

présenté par le Comité des Résolutions

LE MOUVEMENT EUROPEEN, réuni en Congrès Extraordinaire

DECIDE d'adresser les deux résolutions qu'il a adoptées
à tous les parlementaires des pays membres;

MANDATE son Président assisté d'une délégation pour remettre
ses résolutions en mains propres aux chefs de gouvernements
des Etats intéressés;

DECIDE de lancer une campagne d'opinion tendant à
démontrer la valeur et la nécessité des institutions communes
européennes pour la solution des problèmes dont dépend l'avenir
des nouvelles générations européennes;

INVITE le Bureau exécutif International à prendre,
dès sa prochaine réunion, toutes mesures utiles - politique
et d'organisation - à l'effet de permettre au Mouvement
Européen de jouer le rôle qui lui revient en tant qu'instru-
ment essentiel de pression et de mobilisation de l'opinion
publique européenne tout entière.

Por la ^{alta} bondad de Dios,
que en sus mercedes no es manco,
en vez de un Francisco Franco
nos encontramos con dos

El uno del otro en pos,
nos llegan por nuestro bien,
pero ¡Dios nos libre! (Amén!),
de que, doblando la hazaña,
salvada por uno España,
la salve el otro también.

Si Cristobal dió en el blanco
y tuvo un hijo varón,
¡ no ha lugar a discusión !
¡ tenemos Martínez-Franco!.

Pero si hay por medio un Banco
y así lo decide el suegro,
veremos lo blanco negro
y, para armarnos el cisco,
habrá otro Franco (Francisco)
a petición del consuegro.



HOTEL MARTINEZ
CANNES

TÉLÉPHONE
39.25.21 & SUITE
TÉLÉGRAMMES
MARTINEZ-CANNES

Por la alta bondad de Dios,
que en sus mercedes no es mauco,
en vez de un Francisco Franco

nos encontramos con...

El uno del otro en...

nos llegan por nuestro bien,
pero; Dios nos libre (¡Amén!),

que, alabando la omnipotencia,

salvada por una Es patria,

la salve el otro también -

USA

Si Cristóbal dió en el blanco

y tuvo un hijo varón,

¡ no ha lugar a discusión!

¡ tenemos Martínez - Franco!



pero si hay por medio un Banco

y así decide el negro,

veremos lo hablan negro

y, para mañana el negocio,

(Habrá otro Franco) (Francisco)

a competición del congreso -

El punto

la parte del otro